

N°48 « Les diplomaties des pays émergents »

POKAM Hilaire de Prince

Université de Dschang (Cameroun)

princepokamh@yahoo.fr

LES DIPLOMATIES DES PAYS EMERGENTS EN AFRIQUE :

le cas de la Chine et du Brésil envers le Cameroun

Les pays émergents sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. La Chine et le Brésil, font partie de cette catégorie. Ils sont susceptibles de jouer un rôle de premier plan dans l'économie et la gouvernance mondiales dans un futur plus ou moins proche. Dans cette perspective, ils entretiennent des relations pacifiques avec plusieurs entités. C'est ainsi que l'Afrique constitue un nouveau terrain de jeu de ces pays. Car, délaissé jadis par la mondialisation, le continent africain est désormais courtisé tant par les puissances industrielles traditionnelles que par les puissances émergentes¹. L'Europe, les États-Unis et les pays émergents, rivalisent désormais autour de l'Afrique et de ses ressources naturelles². La politique de rapprochement et d'implantation de ces acteurs sur le continent noir s'accompagne de toute une série de stratégies et d'enjeux. Le Brésil et la Chine ne sont pas en reste. Ces pays, qui, lors de la dernière décennie, ont sensiblement consolidé leur poids sur la scène mondiale et accéléré la diversification de leurs relations extérieures en accordant une attention particulière aux relations dites « Sud-Sud », se sont redécouvert un intérêt pour l'Afrique³. Les liens tissés avec les États africains sont aussi divers que variés. Cette stratégie de rapprochement est présentée par Brasilia et Pékin comme désintéressée.

Le présent article vise, à partir d'une démarche sociologique associant la méthode comparative⁴ à l'interaction stratégique⁵ et au constructivisme⁶, de procéder à une étude

¹ SANTANDER Sebastian, « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », dans *Géopolitique Africaine*, site internet : www.geopolitique-africaine.com/le-bresil-en-afrique-enjeux..., consulté le 25/01/2013.

² SANTANDER (S), « La coopération brésilienne avec l'Afrique », dans *Revue Défense Nationale*, n 738, mars 2011, p. 37.

³ Ibid.

⁴ Pour plus de détails sur la méthode comparative, voir par exemple BLONDEL Jean, « Le comparatisme », dans GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de Science Politique*, T. 2, Les régimes contemporains, Paris, PUF, 1985, pp. 1-26 ; SEILER Louis-Daniel, *La méthode comparative en Science Politique*, Paris, A. Colin, 2004.

⁵ Pour plus de détails sur cette méthode, lire par exemple : ROJOT Jacques, *Théorie des organisations*, Paris, éditions ESKA, 2003 ; BROUSSELLE Astrid, CHAMPAGNE François, *L'analyse stratégique, modèle d'analyse ou démarche théorique pour l'évaluation de l'implantation ?*, www.sqep.ca/archives/.../Présentation%20Astrid.ppt, consulté le 05/05/2013 ; FRIEDBERG Ehrard, *Le pouvoir et la règle. Dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1997 ; CROZIER Michel, FRIEDBERG Ehrard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1992.

comparée des diplomaties⁷ deux pays vis-à-vis du Cameroun. Il nous conduira à nous interroger non seulement sur leurs stratégies et leurs instruments, mais également sur leurs acteurs et leurs pratiques, leurs enjeux et les effets de leurs actions et interactions. Ceci afin de déterminer leurs caractéristiques communes et leurs divergences ainsi que les transformations du système international qui en résultent. Etant entendu que les deux pays diffèrent tant sur le plan économique⁸, politique⁹ que démographique¹⁰. Et que le Cameroun, qui dispose de nombreux atouts¹¹, dans le but de diversifier ses partenaires économiques et partant, réduire la pauvreté de ses populations, a entrepris de s'orienter vers les pays émergents. En plus, son président ambitionne de faire également du Cameroun, un pays émergent à l'horizon 2035. Ce qui passe notamment par le lancement des grands chantiers annoncés dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de l'exploitation minière de l'agriculture... Et le modèle à suivre pour atteindre cet objectif, ce sont les pays émergents, notamment la Chine et le Brésil¹², qui se présentent dans ce contexte comme des partenaires de choix. Car, les réformes économiques que le Gouvernement camerounais essaie de mettre en place depuis quelques années, visent à encourager les investissements étrangers. En même temps, les grandes réformes économiques de la Chine qui ambitionne de jouer un plus grand rôle non seulement dans le leadership mondial, mais aussi dans le soutien aux pays africains dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) et les opportunités qu'offre le Cameroun, ont relancé les relations entre les deux pays. Le Brésil de son côté, se rapproche de nouveau de l'Afrique dans le contexte de son affirmation sur la scène internationale¹³. Sa progression économique, son rôle croissant en tant qu'acteur international, son succès dans la

⁶ Pour plus de détails sur cette approche, lire par exemple BATTISTELA Dario, Théories des relations internationales, Paris, PNFSP, 2009, p. 315-353 ; BARNET Michael, « Social constructivism », dans BAYLIS John & SMITH Steve, The globalization of world politics. An introduction to international relations. Oxford, Oxford University Press, 2005, pp. 251-271.

⁷ Nous considérons dans le cadre de cette étude, la diplomatie au sens de Hamilton et Langhorne comme étant « la conduite pacifique des relations entre entités politiques », cités par SMOUTS Marie-Claude, BATTISTELLA Dario, VENNESSON Pascal, Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines, Paris, Dalloz, 2006, p. 138.

⁸ Avec une croissance de 7,5% en 2010 et de 2,7% en 2011, le Brésil se place au 6^e rang des économies mondiales. Source : www.diplomatie.gouv.fr/fr/.../bresil/presentation-du-bresil/, consulté le 05/12/2012. En 2010, la Chine est la 2^e puissance économique mondiale derrière les États-Unis et devant le Japon. Source : fr.wikipedia.org/wiki/République_populaire_de_Chine, consulté le 05/12/2012.

⁹ Le régime politique chinois est une démocratie populaire à parti unique et d'inspiration marxiste-léniniste. Après une longue période d'instabilité *politique*, le régime démocratique présidentiel a été instauré au Brésil en 1984.

¹⁰ Le Brésil a une population de 192,4 millions (2011) et occupe le 5^e rang mondial sur le plan démographique. Source : www.diplomatie.gouv.fr/fr/.../bresil/presentation-du-bresil/. La Chine quant à elle, occupe le premier rang sur le plan démographique avec une population de 1 344 130 000 selon la Banque Mondiale en 2011.

¹¹ Le Cameroun dispose de nombreux atouts : ressources naturelles agricoles (banane, cacao, café, coton, miel), forestières, minières (bauxite, fer, cobalt, nickel, manganèse, diamant) et pétrolières. Son PIB (4 793 Mds de FCFA au total et par habitant : 250 000 FCFA) représente la moitié de celui de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), ce qui lui confère une place importante au niveau régional. Source : fr.wikipedia.org/wiki/Cameroun, consulté le 05/12/2012.

¹² S'agissant particulièrement du Brésil, le Président Biya au cours de sa visite dans ce pays en 2010, a souligné la similitude de la végétation et du climat, apprécié la chaleur et la convivialité de l'accueil. Il a relevé que le parcours du Brésil sur le chemin du développement peut inspirer d'autres pays.

¹³ COOPER PATRIOTA Thomas, Brésil, un partenaire de l'Afrique qui s'affirme. Les relations Brésil-Afrique durant les gouvernements Lula (2003-2010), les études de l'IFRI, 2011, p. 4.

réduction des inégalités sociales (sous la présidence Lula), et son expérience du développement, sont vus comme autant d'enseignements pour le Cameroun.

Au fond, il n'y a ici que l'application d'une leçon classiquement durkheimienne selon laquelle « il faut expliquer les phénomènes qui se produisent dans le tout par les propriétés du tout »¹⁴. Ce « tout », c'est celui des sociétés qui ne postule nullement leur unité, mais seulement un ensemble de relations qui font système¹⁵. Ces relations du côté chinois et brésilien, ont connu des fortunes diverses envers le Cameroun.

En effet, le Brésil fut le premier pays sud-américain à reconnaître le jeune Etat camerounais en 1960. En mai 1961, une mission brésilienne de bonne volonté arrive au Cameroun dans le but d'établir avec celui-ci des relations de tout ordre. La signature de quelques accords-cadres en 1970 posa les prémices d'une coopération bilatérale mise en veilleuse dans les années 1990 avec la fermeture de l'ambassade brésilienne à Yaoundé qui correspond à la période de l'amenuisement des relations diplomatiques brésiennes en Afrique¹⁶. L'ambassade du Brésil au Gabon assurera les services consulaires au profit du Cameroun. Puis, vint à Yaoundé le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, le 10 avril 2005, sur invitation de son homologue camerounais Paul Biya, pour une visite d'amitié et de travail de deux jours au Cameroun. A cette occasion, les relations bilatérales évacuèrent la torpeur. Le Brésil rouvrit son ambassade à Yaoundé. Arnaldo Salabert, chargé d'affaires du Brésil au Cameroun, a expliqué dans un entretien au quotidien *Mutations*, que le fait qu'une nouvelle représentation ouvre ses portes montre la grande importance que revêt le Cameroun aux yeux du Brésil. Les deux chefs d'Etat réchauffèrent quelques-unes des nombreuses possibilités de coopération bilatérale entre deux pays que de multiples affinités rapprochent. Plusieurs accords de coopération furent signés¹⁷. Ce resserrement des liens avait logiquement été loué par le président camerounais P. Biya, qui a insisté le 10 avril 2005, sur l'importance de la visite de Lula. « Votre visite est le point de départ d'un nouvel élan pour nos relations », avait-il déclaré, en présence de son invité de marque.

La visite officielle du Président Biya en 2010 au Brésil, permettra de consolider et d'améliorer la collaboration entre les deux pays dans divers domaines. Elle est une réponse du

¹⁴ DURKHEIM Emile, « Représentations individuelles et représentations collectives », dans *Sociologie et Philosophie*, Paris, PUF, 2002, p. 41.

¹⁵ DEVIN Guillaume, « Les solidarités transnationales, phénomène social à l'échelle mondiale », dans DEVIN Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 15.

¹⁶ DELCOURT Laurent, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », site internet : www.cetri.be/spip.php?article2217, consulté le 26/04/2013.

Selon SANTANDER (S), « les priorités sont ailleurs et les décideurs brésiliens relèguent au second plan le continent noir qui s'enfonce dans une période dite d'« afro-pessimisme » ; cela entraîne un affaiblissement des rapports diplomatiques, des fermetures d'ambassades et de bases militaires ainsi qu'une chute des relations commerciales », SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique... », article op. cit.

¹⁷ Il s'agit notamment de : l'accord subsidiaire à l'accord de base de coopération technique pour la mise en œuvre du projet « formation des ressources humaines et transfert des technologies visant à une cacaoculture durable en République du Cameroun » ; du protocole d'entente sur la coopération technique en matière de santé publique ; du protocole d'application de l'accord culturel relatif à l'enseignement supérieur. Le renforcement des relations culturelles fut concrétisé des mois plus tard par l'envoi au Brésil de deux enseignants camerounais de l'Université de Yaoundé I.

chef de l'Etat camerounais à l'invitation de son homologue brésilien. La nouvelle coopération avec le Brésil couvre aujourd'hui les domaines culturels, économiques et techniques.

Si le Brésil a noué des relations précoces avec le Cameroun dès son indépendance en 1960, il n'a pas su tirer profit de cette situation pour entretenir une coopération constante avec son partenaire¹⁸. Ce n'est pas pourtant le cas de la Chine. Car, malgré le fait qu'elle ait établi tardivement ses relations diplomatiques avec le Cameroun en 1971, elle déploie depuis cette date, une coopération suivie et plus renforcée qui justifie sa forte présence au Cameroun actuellement par rapport au Brésil dont le plus grand investissement se résume à la construction de la route Dschang-Melong dans l'Ouest, par l'entreprise Andrade Gutierrez.

Depuis la Conférence afro-asiatique de Bandung en effet, la Chine de Mao Zedong soutenait fermement l'Union des Populations du Cameroun (UPC), un parti politique qui revendiquait par les armes, l'indépendance de son pays. C'est la raison pour laquelle, les relations sino-camerounaises ne furent pas très cordiales pendant la première décennie de l'indépendance du Cameroun, période au cours de laquelle le Gouvernement de Pékin continuait à accorder son soutien à l'UPC. Ceci amena même le représentant camerounais à l'ONU, à voter contre toutes les résolutions favorables au régime de Pékin de 1960 à 1969¹⁹.

Avec le relâchement de l'aide de la Chine aux opposants, le Cameroun ne vota plus contre son admission. Il s'abstiendra de 1969 à 1970. L'écrasement du « dernier front » de l'UPC pro-chinoise et l'arrestation de son leader, devaient ouvrir la voie à l'établissement des relations diplomatiques des deux pays le 26 mars 1971, sur la base des principes de la nouvelle politique étrangère de Mao : « respect mutuel de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale et de la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures »²⁰. En 1973, le chef de l'Etat camerounais Ahmadou Ahidjo, effectua une visite en Chine après avoir reconnu le régime de Pékin deux ans auparavant. Sous le Président P. Biya, les relations entre les deux pays ont gagné en intensité. D'une part, la fréquence des visites au sommet s'est accélérée. En 31 ans de pouvoir, l'actuel dirigeant camerounais s'est rendu dans l'Empire du Milieu à cinq reprises. De hauts officiels chinois lui ont renvoyé l'ascenseur. Les anciens Premiers ministres Li Peng et Zhu Rongji, ont visité le Cameroun respectivement en mai 1997 et en Août 2002. Les relations se sont consolidées entre les deux pays à tel point qu'en fin janvier 2007, le président chinois Hu Jintao a commencé sa tournée africaine par Yaoundé. Cette confiance installée entre les deux pays a conduit à la signature de nombreux accords de coopération.

¹⁸ Le Brésil ne fait pas partie des principaux partenaires économiques du Cameroun qui sont en 2010 : pour ce qui est des importations, la France (19,1%), la Chine (13,3%), le Nigéria (12,4%) ; pour les exportations, ce sont l'Espagne (15,1%), les Pays-Bas (12,8%), la Chine (9,4%), l'Italie (9,3%), la France (6,5%) et les États-Unis (6,4%). Source : fr.wikipedia.org/wiki/Cameroun, consulté le 21/02/2013. D'après les statistiques de la Confédération nationale de l'industrie du Brésil, données par le ministère des Relations extérieures, le Cameroun est le 14^e fournisseur africain du Brésil, Cameroon Tribune du 5 août 2010.

¹⁹ Le Président Ahidjo justifia ainsi sa position face à l'admission de la Chine à l'ONU : « pour illustrer, je vous dirai que nous avons des preuves que la Chine populaire ou la Chine communiste aide ouvertement des terroristes qui cherchent à abattre le régime du Cameroun, qui cherchent à changer ce régime ; nous avons des preuves que la Chine communiste a formé des terroristes en Chine communiste, et qui sont revenus et qui ont été arrêtés avec des preuves, ce qui fait que la question de principe mise à part, en ce qui concerne le Cameroun, compte tenu de cette attitude de la Chine, la délégation camerounaise s'opposera à son admission aux Nations Unies », AHIDJO Ahmadou, Recueil des discours présidentiels, 1957-1968, Yaoundé, 1969, p. 251.

²⁰ PROUZET Michel, Le Cameroun, Paris, LGDJ, 1974, p. 320.

Les visites de Hui Liangyu, Vice Premier-Ministre chinois au Cameroun en janvier 2011 et de P. Biya en Chine en juillet 2011, renforcent le comportement coopératif entre les deux pays.

Depuis 1971, le Cameroun et la Chine ont entrepris une coopération fructueuse dans plusieurs domaines : politique, économique, commercial, culturel, éducatif, agricole et sanitaire. Cette coopération fait partie des quatre chantiers de la politique extérieure de la Chine²¹.

Eu égard à l'importance que la Chine et le Brésil accordent à leurs relations avec le Cameroun, une étude particulière de leurs diplomaties avec le pays le plus important en Afrique centrale, apparaît comme pertinente pour mieux comprendre leurs logiques et déterminer leurs enjeux pour ces deux pays émergents. Car « pour comprendre le pourquoi, il faut analyser le comment »²².

Nous espérons donc démontrer dans cet article que depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Cameroun et la Chine en 1971 et entre le Brésil et le Cameroun en 1976, ces relations ne cessent de s'intensifier dans de multiples secteurs. Elles convergent sous certains aspects nonobstant la différence d'identité²³ entre les deux pays et divergent sous d'autres aspects eu égard à la spécificité de l'identité de chacun de ces partenaires du Cameroun.

I – DES DIPLOMATIES CONVERGENTES SOUS CERTAINS ASPECTS NONOBTANT LA DIFFERENCE D'IDENTITE ENTRE LES DEUX PAYS

Bien que la Chine et le Brésil diffèrent par leur histoire, leur situation géographique et leur architecture institutionnelle, leurs diplomaties présentent des similarités sur certains aspects qui permettent de comprendre leurs interactions avec le Cameroun. Elles sont des diplomaties à voies multiples, utilisant un certain nombre de structures et de stratégies et partageant de nombreux enjeux analogues. Cette perspective d'analyse s'inscrit en droite ligne de la méthode comparative qui, selon Marc Bloch, consiste à « rechercher, afin de les expliquer, les ressemblances et les dissemblances qu'offrent des séries de nature analogue, empruntées à des milieux sociaux différents »²⁴.

A – Des diplomaties à voies multiples

Eu égard à la multitude d'acteurs hétérogènes mobilisés dans les diplomaties de la Chine et du Brésil vis-à-vis du Cameroun, nous pouvons affirmer qu'elles sont des diplomaties multiples²⁵. Elles utilisent la voie officielle à travers les acteurs gouvernementaux

²¹ Les quatre chantiers de la politique extérieure chinoise sont : la politique de bon voisinage, la coopération et la solidarité avec les pays en voie de développement, le développement des relations avec les pays développés, le multilatéralisme et la coopération internationale.

²² SNYDER Richard, BRUCK H.W et SAPIN Burton cités par BATTISTELLA (D), op. cit., p. 359.

²³ Selon Alexandre Wendt, les identités des Etats sont « la représentation que les Etats se font d'eux-mêmes et d'autrui, du système international, et de leur propre place ainsi que de celle des autres au sein de ce système international. Les identités se réfèrent à ce que les acteurs sont (...) », cité par Battistella (D), op. cit., p. 333.

²⁴ Marc Bloch cité par SEILER (D-L), op. cit., p. 36.

²⁵ La notion de multi-track diplomacy (diplomatie multiple) a été proposée pour décrire « un nouveau système diplomatique comprenant non seulement des spécialistes, publics et privés, du règlement des conflits mais aussi des militants et des représentants du monde des affaires, du monde intellectuel et scientifique, des milieux religieux, des médias », SMOUTS (M-C) et al, op. cit., p. 144.

et des voies informelles et non gouvernementales par le truchement des acteurs non étatiques. Plusieurs de ces acteurs sont semblables dans les deux pays même si certains sont spécifiques à chacun d'eux. Il existe en plus une stratégie globale initiée par les acteurs gouvernementaux des deux Etats pour combiner leurs actions avec les acteurs privés. Ces actions contribuant au renforcement des relations diplomatiques sino-camerounaises et Brésil/Cameroun.

1 – La mobilisation des acteurs publics

Plusieurs acteurs publics interviennent dans les diplomaties de la Chine et du Brésil envers le Cameroun, ce qui met en exergue le rôle des institutions étatiques dans les deux pays. Il s'agit principalement du président de la République qui est le chef de la diplomatie, des premiers ministres, des ministres et de certaines autorités qui mettent en œuvre ces diplomaties vis-à-vis du Cameroun. Ces acteurs sont assistés du côté brésilien par des diplomates dont la qualité et la valeur sont notoires. La compétence de cette élite méritocratique est un capital non négligeable pour l'action extérieure du pays²⁶. Du côté chinois, les autorités offrent des formations pour des cadres afin de préparer leur rencontre avec l'Afrique²⁷. En plus, l'équipe dirigeante chinoise a présenté au corps diplomatique réuni à Pékin en juillet 2009 à l'occasion de la 11^e conférence des ambassadeurs chinois, cette ligne directrice : « être plus actif sur le plan politique, plus compétitif au plan économique, améliorer l'image de la Chine et exercer un attrait moral »²⁸.

S'agissant des chefs d'Etat, le président chinois Hu Jintao a commencé sa tournée africaine par Yaoundé en fin janvier 2007. Comme son homologue chinois, c'est par le Cameroun que le président brésilien Lula a entamé une visite de quatre jours en Afrique du 10 au 11 avril 2005, une visite d'amitié et de travail de deux jours au Cameroun sur invitation de son homologue P. Biya. Cette visite avait pour objectif de resserrer les liens entre les deux pays et constituait également pour le président camerounais, « le point de départ d'un nouvel élan pour nos relations »²⁹. Elle s'inscrivait également dans une nouvelle dynamique des relations afro-brésiliennes amorcée par Lula. Car, dès son arrivée au pouvoir, « il souhaite jouer pleinement la carte de la diversification des relations extérieures et mise plus fermement sur la coopération Sud-Sud, tout comme l'avait fait le Brésil au temps du gouvernement Geisel. Ce faisant, il poursuit le projet de faire de l'Afrique un nouveau pôle d'expansion de l'influence du Brésil »³⁰.

En ce qui concerne les membres du Gouvernement, les anciens Premiers ministres chinois Li Peng et Zhu Rongji, ont visité le Cameroun respectivement en mai 1997 et en août 2002. Le Vice-Premier Ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la RPC, M. Hui Liangyu, a effectué une visite de trois jours au Cameroun en janvier 2011. En novembre 1972 et 1986, le ministre brésilien des Relations Extérieures s'est rendu à Yaoundé. En 1986, le ministre brésilien de la Défense visite le Cameroun. Il est porteur d'un message du président brésilien

²⁶ ROUQUIE Alain, « Le Brésil, un Etat sud-américain parmi les grands ? », dans JAFFRELOT Christophe (dir), L'enjeu mondial. Les pays émergents, Paris, PFNSP/L'EXPRESS, 2008, p. 105.

²⁷ BAL Marie et VALENTIN Laura, La stratégie de puissance de la Chine en Afrique., p. 19. Site internet : bdc.aege.fr/.../La_strategie_de_puissance_de_la_Chine_en_Afrique, consulté le 26/04/2013.

²⁸ GAZIBO Mamoudou et MBABIA Olivier, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », Etudes Internationales, vol. 41, n°4, 2010, p. 544.

²⁹ Journal Mutations du 03/08/2010.

³⁰ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

à son homologue camerounais dans lequel le président brésilien invite le Chef de l'Etat camerounais à effectuer une visite officielle au Brésil. Du 4 au 6 décembre 2004, une délégation brésilienne de quatre personnes, conduite par le Directeur Général du Département Afrique au Ministère des Relations Extérieures (MINREX) brésilien, se rend au Cameroun dans le cadre d'une visite de travail. Du 17 au 18 janvier 2005, le ministre d'Etat brésilien des Relations Extérieures Amorim Celso, effectue une visite officielle au Cameroun et ce dans le cadre de la dynamisation et du renforcement des relations bilatérales.

D'autres autorités gouvernementales construisent ces diplomaties. Ainsi, du 04 au 06 décembre 2004, une importante délégation brésilienne de quatre personnes, conduite par l'ambassadeur Pedro Motta Pinto Coelho, Directeur Général du Département Afrique au MINREX brésilien, effectue une visite de travail au Cameroun. Au cours de cette visite, il a été question de la réouverture de l'ambassade du Brésil à Yaoundé, de l'organisation de la deuxième session de la commission mixte Brésil-Cameroun, et de la suppression des visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques ou de services et la promotion commerciale entre le Cameroun et le Brésil.

Certaines de ces personnalités ont accompagné le président brésilien lors de sa visite au Cameroun, notamment les ministres d'Etat aux relations extérieures, et chargé de la culture, du Secrétaire Spéciale de la Présidence chargée de la Promotion et de l'Egalité Raciale et des hauts responsables du MINREX brésilien.

Ces visites conduisent au renforcement de la coopération entre les deux pays et le Cameroun, à travers la signature de nombreux accords³¹ et créent un environnement stable pour les investissements. Ainsi, lors de la visite du président chinois, les deux parties ont signé une série d'accords³². Au cours de la visite du président brésilien, plusieurs protocoles d'accord ont été négociés³³.

2 – La participation des acteurs privés

Plusieurs acteurs non étatiques contribuent aux diplomaties brésiliennes et chinoises au Cameroun, en participant de manière directe ou indirecte aux délégations officielles, en

³¹ Ce resserrement des liens a logiquement été loué par le président camerounais Paul Biya lors de la visite de Lula : « Votre visite est le point de départ d'un nouvel élan pour nos relations ».

³² Il s'agit du projet de construction de l'hôpital gynéco-obstétrique de Douala, du projet Back Bône de transmission par fibre optique à Kye-Ossi, du projet de construction du centre pilote des technologies agricoles de Nanga Eboko, des projets de construction des stades de Limbé et de Bafoussam et le projet de construction de la mini-centrale hydro-électrique de Mekin, pour ne citer que les principaux.

³³ Il s'agit : de l'accord subsidiaire à l'accord de base de coopération technique pour la mise en œuvre du projet « formation des ressources humaines et transfert de technologies visant à une cacao culture durable en République du Cameroun », du protocole d'entente entre le gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le gouvernement de la République du Cameroun sur la coopération technique en matière de santé publique et du protocole d'application de l'accord culturel entre le gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le gouvernement de la République du Cameroun et relatif à l'enseignement supérieur.

effectuant eux-mêmes des visites au Cameroun, etc. C'est ce que Delphine Placidi appelle « la diplomatie multiple générée par la démultiplication et la différenciation des acteurs »³⁴.

En effet, les entrepreneurs brésiliens et chinois, à travers les échanges qu'ils entretiennent, participent à la construction de la coopération sino-camerounaise et Brésil/Cameroun. Ils sont appuyés par une diplomatie active de leurs gouvernements en direction du Cameroun. En ce qui concerne le Brésil, les relations sont aussi dynamiques que fructueuses dans le secteur du commerce, de l'agriculture, de l'énergie, des télécommunications et des infrastructures. Lors de sa visite au Cameroun en 2010, le Président Lula était accompagné d'une importante délégation de chefs d'entreprise, une habitude prise à chaque tournée qu'il effectuait en Afrique. Il avait plaidé une nouvelle fois, en faveur du développement du commerce entre son pays et les nations africaines, un flux Sud-Sud qui constitue l'un des axes forts de sa politique commerciale. En octobre 2012, ce sont les responsables de l'entreprise brésilienne Baldan qui ont effectué une visite de travail et de prospection de leurs produits « Plus d'équipements Baldan pour l'agriculture familiale » et « Plus d'aliments produits Baldan » à la chambre d'agriculture du Cameroun à Yaoundé en vue de présenter le savoir-faire brésilien dans la mécanisation agricole au Cameroun. Ceci en réponse à la visite qu'avait effectuée une délégation camerounaise au Brésil du 12 au 14 juillet 2012. A cette occasion, la chambre d'agriculture, de pêches, de l'élevage et des forêts du Cameroun (CaPef), avait noué des contacts avec des opérateurs économiques brésiliens dont ceux de l'entreprise Baldan, spécialisée dans la construction des machines agricoles. Et selon le ministère des Relations extérieures, il y a une volonté des entreprises brésiliennes de prendre part à la réalisation de certains projets au Cameroun.

En plus, les entreprises brésiliennes bénéficient du soutien de la banque nationale de développement, la BNDES, qui joue le rôle de bras financier de l'Etat et qui est désormais chargée d'assister les entreprises brésiliennes dans leur stratégie d'expansion à l'international³⁵. Il en est de même des dirigeants chinois qui, en intercédant aussi en faveur de leurs entreprises comme les autorités brésiliennes, pratiquent la diplomatie économique³⁶.

En effet, la présence des entreprises chinoises est en partie liée à une décision politique. Car, en 1995, le Président Jiang Zemin, est aux commandes de la Chine qui connaît une très forte croissance économique. Il exhorte alors les grandes entreprises chinoises à sortir des frontières pour devenir des acteurs mondiaux. Depuis, « le gouvernement chinois encourage donc les entreprises à investir en Afrique dans des secteurs aussi variés que le commerce, l'agriculture, la construction, les mines, le tourisme »³⁷. Il met à leur disposition, comme les autres gouvernements des BRICS³⁸, ses ressources administratives (réseau

³⁴ PLACIDI Delphine, « La transformation des pratiques diplomatiques nationales », dans BADIE Bertrand et DEVIN Guillaume (dir.), *Le multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La découverte, 2007, p. 103.

³⁵ KATEB Alexandre, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRICS changent le monde ?*, Paris, Ellipses, 2011, p. 84.

³⁶ « La diplomatie économique consiste à accompagner les efforts de pénétration économique des entreprises sur un marché déterminé, notamment en les mettant en rapport avec des décideurs économiques et en organisant des actions de relations publiques afin de valoriser le savoir-faire économique et technique d'un pays », DELCORDE Raoul, « L'évolution du métier de diplomate », dans *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. X, 2009, p. 11.

³⁷ GWETH, Guy, « La stratégie de puissance chinoise en Afrique vue du Cameroun », site internet : www.bolyabaenga.org/index.php?...chine...guy-gweth, consulté le 26/04/2013.

³⁸ Le forum des BRICS regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine depuis 2008 auquel est venue s'ajouter l'Afrique du Sud en 2010.

diplomatique et consulaire) et financières³⁹. La Chine a créé en 1996, des centres pour l'investissement et le commerce ayant pour mission de fournir une assistance matérielle et technique aux entreprises chinoises désireuses de s'établir sur des marchés africains ou d'établir des partenariats avec des entreprises locales⁴⁰. L'Exim Bank of China accepte de les financer, permettant aux entreprises chinoises de remporter les appels d'offres en faisant des propositions largement plus intéressantes que les entreprises américaines et européennes.

C'est dans cette perspective que plusieurs entreprises chinoises sont actives au Cameroun. Elles interviennent dans les travaux publics, commercialisent les médicaments de la Médecine traditionnelle chinoise (MTC). Et l'on compte déjà 66 sociétés chinoises implantées au Cameroun. Parmi lesquelles, dans le domaine des télécommunications, la société Huawei Technology qui conduit les opérations de pose de la fibre optique et offre ses prestations aux opérateurs privés. Le contrat commercial de la construction de cette autoroute des télécommunications, connue aussi sous l'appellation de Backbone, a été signé en 2009 entre l'Etat du Cameroun et la RPC à travers le financement de Exim Bank. La « Chinese Pharmaceutical Cameroon » une société agréée par le ministère de la Santé publique qui a pénétré le secteur public de la santé au Cameroun. Elle a l'exclusivité de la distribution d'un médicament destiné au traitement du paludisme et fabriqué par « Guilin Southern Pharmaceutical », un laboratoire chinois de la ville de Guilin. Recommandé par l'OMS depuis l'année 2004, ce produit se présente sous deux formes et comme traitement unique : en injection, il porte le nom d'Artesunate et, sous la forme de comprimés, celui d'Arsuamoon. L'Arsuamoon peut être utilisé dans le traitement de toutes les formes de paludisme alors que l'Artesunate intervient surtout dans le traitement des cas liés au neuro-paludisme et aussi, en urgence, pour les cas critiques, comme par exemple les patients tombés dans le coma.

Les ONG brésiliennes et chinoises participent également à la construction des diplomaties des deux pays. Ainsi, il existe une coopération entre la Fondation Chantal Biya (FCB) et des ONG chinoises. C'est dans ce cadre que la fédération des femmes de Chine a offert en 2003 un don de matériel à la FCB pour la promotion de la jeune fille camerounaise : machines à coudre et surfileuses. En 2004, la même fédération a fait un don de matériel médical pour les centres médicaux de la FCB : couveuses, microscopes, réfrigérateurs médicaux. Quant à la Fédération des handicapés de Chine, elle a offert à la FCB en 2005 et en 2006, du matériel pour handicapés, par l'entremise de l'ambassade de Chine au Cameroun. Lors de sa dernière visite en Chine, P. Biya a reçu de Huawei Technology co, un don destiné à la FCB⁴¹.

B- Des diplomaties utilisant des structures et stratégies analogues

Les diplomaties brésiliennes et chinoises reposent sur des structures identiques et utilisent certaines stratégies similaires.

1 – L'usage des structures analogues

Les diplomaties chinoises et brésiliennes utilisent des structures unilatérales, bilatérales et multilatérales analogues.

a – Les structures uni et bilatérales

³⁹ KATEB (A), op. cit., p. 83.

⁴⁰ GAZIBO (M) et MBABIA (O), op. cit., p. 529.

⁴¹ Cameroon Tribune du 22/07/2011, p. 3.

Les structures unilatérales des diplomaties brésiliennes et chinoises envers le Cameroun, sont les ministères et surtout celui des affaires étrangères. Dans le souci d'accorder une place plus importante à l'Afrique dans leur dispositif institutionnel, les autorités brésiliennes créent au sein du ministère des Affaires étrangères, une entité exclusivement consacrée au continent et augmentent les capacités matérielles et humaines destinées à développer les relations afro-brésiliennes⁴². L'augmentation des dépenses administratives et du personnel du ministère des Affaires étrangères, reflète également la priorité nouvelle de l'Afrique dans la politique étrangère brésilienne⁴³. Ce ministère est appuyé par l'agence brésilienne de coopération et différents autres ministères (tourisme, culture, santé, etc)⁴⁴. C'est ce dispositif qui est à la base de l'organisation des commissions mixtes et des missions de bonne volonté entre le Cameroun et le Brésil.

Les structures bilatérales dont disposent la Chine et le Brésil dans le cadre de leurs relations diplomatiques avec le Cameroun sont : les représentations diplomatiques, les missions, les commissions mixtes, les rencontres diplomatiques, les célébrations de l'anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, les consultations politiques.

La Chine établit des relations diplomatiques avec le Cameroun au niveau des ambassadeurs en 1971 alors que c'est en 1976 que les relations diplomatiques sont nouées entre le Brésil et le Cameroun. L'ouverture de missions diplomatiques s'effectue respectivement en 1983 au Cameroun et 1984 au Brésil. Il s'en suivra alors des échanges consulaires qui seront suspendus en 1999 pour des raisons administratives et financières. Mais, en mars 2000, les autorités brésiliennes retirent leur représentation diplomatique du Cameroun et décident que leur ambassade au Gabon représente le Brésil au Cameroun pour les mêmes raisons administratives et financières. C'est en 2005, lors de la visite du Président Lula au Cameroun, qu'est réouverte l'ambassade brésilienne à Yaoundé. En plus de ces structures diplomatiques, des commissions mixtes se tiennent entre responsables brésiliens, chinois et camerounais.

La première session de la Commission Mixte Brésil/Cameroun s'est déroulée en novembre 1986 à Yaoundé, à la suite de la visite du ministre brésilien des Relations Extérieures. En dehors de l'octroi de bourses d'études à une douzaine de jeunes camerounais, les résultats de cette rencontre n'étaient pas satisfaisants à cause de la crise économique qui secouait les deux pays et peut-être l'absence d'une définition précise des domaines de coopération. La deuxième session de la Commission a eu lieu du 04 au 05 août 2005 à Brasilia. La délégation camerounaise était conduite par le ministre des Relations Extérieures, Laurent Marie Easo. A l'issue des travaux, l'accord sur l'exercice d'activités rémunérées du personnel diplomatique, consulaire, technique et administratif a été paraphé. Le memorandum d'entente entre l'entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) et l'institut de recherche agricole pour le développement (IRAD), a été signé. *La troisième session de la Commission mixte s'est tenue à Brasilia en février 2010.* Au cours de cette rencontre, le Brésil a décidé d'accorder une place centrale au Cameroun dans son dispositif diplomatique de renforcement de sa coopération et de réaménagement de ses relations avec le continent africain. A cette occasion, deux accords de coopération dans les domaines du sport et de consultations politiques ont été signés. En mars 2010, c'était au tour de la délégation

⁴² SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

⁴³ COOPER PATRIOTA (T), op. cit., p. 10.

⁴⁴ Entretien avec M. Martial TCHENZETTE, chef de service à la direction des affaires d'Amérique et des Caraïbes au Ministère camerounais des Relations extérieures, mars 2013.

camerounaise de recevoir des émissaires brésiliens. Avec Edson Santos, le chef du secrétariat spécial auprès de la présidence de la République fédérative du Brésil, en charge des politiques de promotion de l'égalité raciale, Henry Eyebe Ayissi a signé au nom du Cameroun, un protocole d'accord en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme et de l'inclusion sociale. Des missions diplomatiques font également partie du répertoire diplomatique brésilien et chinois au Cameroun.

En ce qui concerne la Chine, une intense et fructueuse coopération aboutit à la création de la Commission Mixte sino-camerounaise le 26 septembre 1986 à Beijing. Les Commissions mixtes, cadre essentiel de promotion de la coopération, se sont réunies sept fois alternativement à Yaoundé et à Beijing. Elles constituent une plate-forme de partage économique, culturel et technique entre les deux pays. Lors de la 6^{ème} Commission tenue en 2005 à Yaoundé, M. Gao Hucheng le vice-ministre chinois du Commerce, a déclaré que l'heure est à la diversification de la coopération sino-camerounaise. Il faisait notamment allusion aux secteurs de l'énergie et du commerce qui, selon lui, devaient être les nouveaux axes prioritaires des investissements de son pays au Cameroun. La dernière Commission s'est tenue du 03 au 07 août 2009 à Beijing. La délégation camerounaise était conduite par le ministre des Relations Extérieures. En plus des commissions mixtes, les autorités brésiliennes, chinoises et camerounaises, organisent des rencontres diplomatiques.

En ce qui concerne le Brésil, une mission de bonne volonté arrive au Cameroun en 1961 dont le but est d'établir les relations de tout ordre avec le Cameroun. Mais, ce n'est qu'en 1983 et 1984 que les missions diplomatiques brésilienne et camerounaise s'ouvrent respectivement à Yaoundé et à Brasilia. D'ailleurs pour une courte durée, puisque trois ans seulement plus tard, la première referme ses portes pour ne les rouvrir qu'à la faveur de l'arrivée au pouvoir en 2003 du Président Lula. Du 11 octobre au 04 novembre 2004, une mission technique interministérielle se rend au Brésil.

b – Les structures multilatérales

La Chine et le Brésil, dans le souci de nouer des relations avec l'ensemble des pays africains, ont constitué des structures diplomatiques multilatérales auxquelles participe le Cameroun. Dans cette logique, la Chine a créé les sommets sino-africains (FCSA) organisés tous les trois ans depuis 2000. Le Président Biya a participé à celui de 2006 à Beijing. Son séjour en Chine, aura été marqué par une participation active aux diverses rencontres et manifestations d'une part, et des entretiens avec son homologue Hu Jintao et avec des investisseurs chinois, d'autre part. Sa délégation a eu une séance de travail avec celle de Chine au cours de laquelle la RPC a annoncé l'octroi d'un don de 2,5 milliards de FCFA destiné à des projets sociaux au Cameroun. En outre, la Chine a accordé au Cameroun le statut de destination touristique privilégiée. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts pour encourager les échanges et le commerce bilatéraux. Ce FCSA a donné lieu en dix ans, à quatre conférences ministérielles auxquelles participe le ministre camerounais des Relations Extérieures.

Le Brésil quant à lui, a été avec le Nigéria, à l'origine du premier sommet Afrique-Amérique du Sud qui s'est tenu au mois de novembre 2006 à Abuja. Cette réunion a permis aux gouvernements africains de présenter leurs projets de coopération avec le continent sud-américain, et de définir des positions communes afin de peser davantage au sein des instances

internationales particulièrement, l'OMC et l'ONU⁴⁵. Le sommet suivant a eu lieu en 2009 au Venezuela et a également connu la participation du Cameroun.

2 – L'adoption des stratégies discursives fondées sur l'histoire

La Chine et le Brésil adoptent des stratégies discursives basées sur l'histoire, confirmant l'idée de Sabine Siortino selon laquelle « le verbe est essentiel chez les puissances émergentes »⁴⁶. Les deux pays évoquent un passé commun basé sur les affinités culturelles et historiques afin consolider leurs relations non seulement avec le Cameroun, mais aussi et surtout avec toute l'Afrique. Cette convocation de l'histoire n'est pas l'apanage de ces deux pays et se retrouve dans toutes les politiques étrangères. Car, l'Histoire est « très présente dans le discours public sur les politiques étrangères et dans le discours officiel légitimant celles-ci »⁴⁷.

S'agissant du Brésil, le Président Lula faisait allusion très souvent dans ses discours, à l'histoire commune entre son pays et l'Afrique et le rôle des esclaves africains dans la formation de son pays, reconnaissant également sa dette « esclavagiste » vis-à-vis de l'Afrique⁴⁸. Il soulignait l'obligation politique, morale et historique du Brésil à l'égard du continent africain. Selon François Lafargue, « depuis l'accession au pouvoir de Lula da Silva, le Brésil se présente comme étant une nation de culture africaine, ayant une vocation naturelle à être présente sur l'ensemble du continent »⁴⁹. Lors de son discours d'investiture, le 1^{er} janvier 2003 à Brasilia, Lula da Silva affichait son ambition : « nous réaffirmerons les liens profonds qui nous unissent à tout le continent africain et notre disposition à contribuer activement pour qu'il développe son énorme potentiel »⁵⁰. Ainsi, « Le Président Lula adopte la même stratégie que les autorités chinoises pour asseoir la légitimité d'une coopération économique et politique tissée avec l'Afrique : évoquer un passé commun »⁵¹. Comme le rappelait Lula, « nous nous sentons aussi reliés au continent africain par des attaches historiques et culturelles. En tant que deuxième plus importante population noire du monde, nous nous sommes engagés à partager la destinée de l'Afrique »⁵². Tous ces discours comportent une forte dimension stratégique comme le mentionna à diverses reprises le Président Lula, qu'il s'agissait à la fois d'un « devoir moral et d'une nécessité stratégique »⁵³. Il en est de même de la Chine.

⁴⁵ LAFARGUE François, « Le Brésil, une puissance africaine ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4, n°228, p. 139.

⁴⁶ SIORTINO Sabine, *Théories et pratiques de la puissance : l'émergence de la Chine et de l'Inde dans l'après-guerre froide*, Mémoire de DEA d'Analyse Comparative des Aires Politiques, IEP de Paris, 2004, p. 48.

⁴⁷ GROSSER Pierre, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », dans CHARILLON Frédéric (dir), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, p. 361.

⁴⁸ Le Président Lula évoquait très souvent dans ses discours le rôle des esclaves africains dans la fondation du Brésil. A l'occasion de sa visite au Mozambique en novembre 2003, il a souligné à Maputo « l'obligation politique, morale et historique du Brésil à l'égard du continent africain et rappelé que le Brésil, après le Nigéria, était la nation qui comptait la plus forte population noire », LAFARGUE (F), op. cit., p. 137.

⁴⁹ LAFARGUE (F), op. cit.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Ibid., p. 139.

⁵² Ibid., p. 139-140.

⁵³ Cité par PATRIOTA COOPER (T), op. cit., p. 23.

Selon le Général Schaeffer, l'un des outils les plus redoutables de la diplomatie chinoise, c'est le discours : « le discours, c'est un moyen, une arme... »⁵⁴. Ce discours, la Chine le mobilise également dans ses relations avec l'Afrique en convoquant comme le Brésil, l'histoire. Elle s'appuie sur une philosophie tiers-mondiste qui date de sa participation à la Conférence de Bandung en 1955. Selon cette philosophie, ses rapports Sud-Sud sont marqués par la lutte « contre tous les impérialismes », le principe de non-ingérence qui permet à la Chine de ne pas conditionner ses aides et investissements au respect des droits de l'Homme et à la bonne gouvernance, le respect des cultures, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident. Ces principes lui attire la reconnaissance du Cameroun et offre une concurrence aux projets et programmes de développement des institutions internationales (notamment FMI et Banque Mondiale) et des puissances occidentales⁵⁵. C'est dire que les diplomaties chinoises et brésiliennes envers le Cameroun sont sous-tendues par des enjeux divers et parfois communs.

C – Des diplomaties motivées par des enjeux communs

Selon Alexandre Wendt, « le comportement d'un Etat sur la scène internationale est guidé par les intérêts nationaux »⁵⁶. Il en est de même de celui de la Chine et du Brésil envers le Cameroun. Car, comme le disait Rabdall, « ils attachent plus de valeur à ce qu'ils convoitent qu'à ce qu'ils possèdent présentement »⁵⁷. Ces deux pays recherchent donc entre autres, de nouveaux débouchés pour leurs entreprises et une stature de grande puissance sur la scène internationale.

1 – La quête des débouchés pour les entreprises

La Chine et le Brésil, par leurs relations avec le Cameroun, veulent trouver de nouveaux débouchés commerciaux pour leurs entreprises. Celles-ci procèdent à la construction des automobiles, des infrastructures de télécommunications, de transport et de travaux publics. Elles produisent également des biens de consommation courante et très bon marché, surtout en ce qui concerne les entreprises chinoises (avions, jouets, matériels de bureau, motocyclette, produits électriques pour la maison, etc). Les Chinois qui installent leurs entreprises sur le sol camerounais et bénéficient de ce fait des avantages réservés aux exportations africaines dans le cadre de l'African Growth Opportunity Act avec les États-Unis de l'Accord de partenariat économique signé avec l'Union Européenne. Ils profitent également de la proximité géographique avec les pays destinataires.

Le Cameroun possède une population qui constitue des consommateurs potentiels, donc une cible de choix pour ces entreprises qui y trouvent des marchés bien plus accessibles qu'en Occident, en raison d'une compétition moindre, de normes plus flexibles et d'un protectionnisme moins acéré. Il représente en même temps un tremplin dans la stratégie de mondialisation des entreprises chinoises et brésiliennes. Etant donné que l'économie occupe une place centrale dans les relations Brésil/Cameroun et sino-camerounaises, l'on peut affirmer que les deux pays émergents pratiquent ce que Christian Chavagneux appelle « la

⁵⁴ BAL (M) et VALENTIN (L), op. cit.

⁵⁵ La "Chinafrique": réalités et enjeux, p. 14, site internet : www.knowfrontier.com/.../KF19%20-%20La%20Chinafrique..., consulté le 08/02/2013.

⁵⁶ Alexandre Wendt cité par BATTISTELLA (D), op. cit., p. 333.

⁵⁷ Cité par SCIORTINO (S), op. cit., p. 60.

diplomatie économique »⁵⁸ et d'autres auteurs, « la diplomatie des marchés ou la diplomatie commerciale ». Le Brésil restant malgré tout au Cameroun comme en Afrique, un acteur de deuxième rang dans la mesure où « les relations commerciales entre le Brésil et l'Afrique demeurent encore limitées »⁵⁹. Mais, selon la carte de diplomatie du Cameroun, il est l'un des cinq partenaires avec lesquels le Cameroun entend renforcer sa coopération⁶⁰.

2 – La recherche d'une stature de grande puissance sur la scène internationale

La Chine et le Brésil sont de « nouveaux aspirants à la puissance »⁶¹. Ils font partie des pays qui « acquièrent de plus en plus de pouvoir pour changer la face de la politique globale »⁶². Ils ont besoin du soutien du Cameroun, principalement au sein des Nations Unies qui sont comme toute institution internationale, un « site de pouvoir »⁶³. Ils ont également besoin du Cameroun sur de nombreux sujets géopolitiques, afin de jouer un rôle d'acteur majeur sur la scène internationale au moment où, selon Andrew Hurrell, nous entrons dans une période de « décompression hégémonique »⁶⁴. Car, comme le notait Jervis, « la majorité des Etats se préoccupe de leur voisinage immédiat, mais pour un hégémon, le monde est son voisinage »⁶⁵. Ceci d'autant plus que « avec la disparition de l'ordre bipolaire de nouveaux espaces d'action se sont ouverts, donnant davantage de perspectives politiques sur la scène internationale à toute une série d'acteurs surgis hors de la triade Etats-Unis-Europe occidentale-Japon et engagés dans la construction ou la réhabilitation de leur puissance »⁶⁶. Dans quelle mesure les diplomaties chinoises et brésiliennes au Cameroun participent-elles à cette reconfiguration de l'échiquier mondial ?

S'agissant de la Chine, le poids du vote du Cameroun comme ceux des autres pays africains, s'avère très utile aux intérêts de Pékin sur l'ensemble de questions qui vont du maintien de sa position internationale malgré l'hégémonie américaine, le soutien au rejet d'une candidature du Japon et de l'Inde au Conseil de sécurité de l'ONU⁶⁷ où elle adopte une

⁵⁸ Selon cet auteur, cette diplomatie économique « peut être représentée par un triangle délimité par les relations entre Etats, mais également par les relations entre Etats et firmes et par les relations entre firmes », CHAVAGNEUX Christian, « La diplomatie économique : plus seulement une affaire d'Etats », dans la revue Pouvoirs, La politique étrangère aujourd'hui, n° 88, janvier 1999, p. 37.

⁵⁹ Pour plus de détails, voir encadré réalisé par LAFARGUE (F), op. cit, p. 144.

⁶⁰ Entretien avec Martial Chenzette, op. cit.

⁶¹ L'expression est de BUHLER Pierre, La puissance au XXI^e siècle. Les nouvelles définitions du monde, Paris, CNRS Editions, 2011, p. 13.

⁶² HURELL Andrew, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be powers ? », in International Affairs 82, 1/2006, p. 2.

⁶³ Ibid., p. 10.

⁶⁴ Ibid, p. 12.

⁶⁵ STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, « Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial émergent », dans Les Cahiers du RMES, vol. V, n°1, été 2008, p. 116.

⁶⁶ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

⁶⁷ La Chine est opposée à l'acquisition du siège de membre permanent du Conseil de Sécurité par le Japon et l'Inde, BUHLER (P), op. cit., p. 472.

position conservatrice⁶⁸, le maintien du cordon sanitaire autour de Taïwan, et de son influence de membre permanent du Conseil de sécurité, etc⁶⁹.

Pour mieux échanger et harmoniser leurs vues sur des questions d'intérêts commun sur la scène internationale, les gouvernements chinois et camerounais ont signé en 2000, un Accord de Consultations Politiques qui institue une concertation permanente entre les autorités des deux pays.

La non reconnaissance de Taïwan est notamment un enjeu important pour la Chine et le Cameroun constitue une composante importante de la politique extérieure chinoise dans les institutions multilatérales. La Chine y recherche une convergence de vues avec le Cameroun et d'autres pays africains. Son aide au Cameroun serait conditionnée à son soutien diplomatique sur une série de dossiers internationaux. Déjà en 1971, la Chine a sollicité le vote de 26 pays africains parmi lesquels le Cameroun pour obtenir son siège permanent à l'ONU en lieu et place de Taïwan. Grâce à cette convergence de vues, le Cameroun ne reconnaît pas Taïwan que la Chine cherche à isoler sur la scène internationale. Le groupe des pays africains alliés à la RPC dont fait partie le Cameroun, lui a permis par treize reprises, de s'opposer à l'entrée de Taïwan à l'ONU⁷⁰. Le Cameroun comme toute l'Afrique d'ailleurs, est et a toujours été un enjeu diplomatique majeur entre Pékin et Taipei. Tout accord de coopération d'un pays africain avec la Chine ne peut se faire que s'il rompt ses engagements avec Taïwan. L'enjeu principal étant la mise en œuvre vigoureuse de la politique d'« une seule Chine ». Actuellement, la Chine a encore besoin des voix africaines et surtout du Cameroun, pour refuser à l'Inde et au Japon le statut de membres permanents du Conseil de Sécurité⁷¹. Ainsi, « en maintenant des relations avec un nombre substantiel de pays amis, les dirigeants chinois s'efforcent de développer un réseau d'alliés et des majorités capables de leur apporter un soutien moral et politique au sein des organisations multilatérales internationales »⁷².

C'est dire que le Cameroun est un multiplicateur de puissance sur le plan diplomatique pour la Chine à travers leur convergence de vues. Cette convergence semble parfaite entre les deux pays. Car, ils s'accordent un appui mutuel selon Eleih-Ellé Etian, ambassadeur du Cameroun en Chine, lors de la réception qu'il a organisée pour le 35^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques sino-camerounaises. Ce que confirmait le Président Hu Jintao qui se félicitait de ce que la Chine et le Cameroun entretiennent une étroite coordination et collaboration dans la gestion des affaires régionales et intercontinentales, lors du 40^e anniversaire de l'établissement des relations entre les deux pays. Ceci explique le fait que la Chine et le Cameroun s'emploient à intensifier les concertations et la coopération au sein des Nations Unies et des autres organisations internationales importantes, pour faire accéder les relations sino-camerounaises et sino-africaines à un niveau plus élevé.

⁶⁸ « Les Nations Unies sont perçues comme une institution importante, voire vitale qui doit accroître son autorité. Mais, à propos de la réforme, les propositions spécifiques de la Chine apparaissent conservatrices : elle soutient la candidature des pays en développement au Conseil de sécurité, cependant, semble hostile à la dilution du veto ou à l'admission de nouveaux membres permanents », FOOT Rosemary, « Chinese strategies in a US-hegemonic global order : accomodating and hedging », in *International Affairs* 82 1/2006, p. 93.

⁶⁹ La « Chinafrique » : réalités et enjeux, p. 10, site internet : www.knowfrontier.com/.../KF19%20-%20La%20Chinafrique..., consulté le 08/02/2013.

⁷⁰ NGUYEN Eric, *Les relations Chine-Afrique*, Studyrama perspectives, 2009.

⁷¹ DOMENACH Jean-Luc, « Peut-on parler d'émergence chinoise ? », dans JAFFRELOT(C), op. cit., p. 83.

⁷² GAZIBO (M) et MBABIA (O), op. cit., p. 527.

En ce qui concerne le Brésil, « les seuls enjeux économiques et commerciaux ne permettent pas d'expliquer à eux seuls l'intense activité diplomatique menée par le Président Lula vers l'Afrique »⁷³. L'intérêt marqué pour l'Afrique et particulièrement le Cameroun, s'explique également par les ambitions brésiliennes pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies⁷⁴. Le Brésil recourt ici à un « multilatéralisme subversif », destiné à réformer le système international⁷⁵. Car, « un Brésil qui se veut « global trader » ne peut garantir son autonomie et défendre ses intérêts qu'en étant actif dans les instances internationales et en s'asseyant à la table des négociations »⁷⁶. Ce n'est pas un objectif nouveau pour ce pays : déjà formulé lors des prémisses de l'organisation internationale dans les années 1920, il était réapparu au moment de la rédaction de la Charte de San Francisco (1944-1945), puis avait été pour un moment abandonné avant de ressurgir en 1985 lorsque le Brésil renoua avec la démocratie⁷⁷. Mais, depuis l'administration Lula, le pays en fait une priorité de sa diplomatie à l'instar d'autres pays émergents comme l'Afrique du Sud et l'Inde, tant pour des raisons de prestige que de principe, considérant que la composition du Conseil ne reflète pas les rapports de force du XXI^e siècle⁷⁸.

Le Président Lula avait d'ailleurs promis dès son élection, en octobre 2002, de faire du Brésil « une nation mieux respectée, capable de défendre ses intérêts internationalement »⁷⁹. Brasilia compte donc sur l'appui de l'Afrique, d'autant que sur ce dossier, elle est désavouée par ses partenaires latino-américains qui, à la suite de l'Argentine, du Mexique ou du Venezuela, considèrent que la concrétisation des prétentions du Brésil aurait pour effet de casser l'équilibre politique de la région, et défendent plutôt l'idée d'un siège permanent pour l'Amérique latine selon un système de rotation entre les pays de la région⁸⁰.

Dans ce contexte, le soutien de l'Afrique et plus particulièrement du Cameroun, est précieux. Son président s'est montré sensible aux incantations brésiliennes lors de sa visite au Brésil en affirmant : « Je ne doute pas pour ma part que les avancées remarquables que je viens de passer en revue, permettent à votre pays de se hisser dans les premiers rangs des grandes nations et à la faveur de la réforme de l'ONU, d'occuper un siège de représentant permanent au Conseil de Sécurité ». En plus, le soutien camerounais est sollicité sur d'autres sujets d'importance pour le Brésil sur la scène internationale. Ainsi, par Note Verbale n°DNU/DAF-I/06/PVOT du 14/12/96, le gouvernement brésilien a demandé l'appui du gouvernement camerounais pour sa réélection à l'un des trois postes réservés au Groupe Latino-Américain à l'ECOSOC au cours de l'Assemblée Générale en 1987. Aussi, le Cameroun a soutenu l'élection du Pr José Graziano da Silva au poste de Directeur Général de la FAO lors de la XXXVII session de la conférence de la dite organisation en 2011 à Rome.

Dans l'ensemble donc, « L'intense activité diplomatique et les discours lyriques de Lula s'inscrivent dans une double logique : au-delà des objectifs économiques, le gouvernement brésilien cherche à conforter sa place sur la scène internationale »⁸¹. Cette

⁷³ LAFARGUE (F), op. cit., p. 147-148.

⁷⁴ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article, op. cit.

⁷⁵ VENTURA Enrique, « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula : entre discours et réalité », juin 2010, p. 12 site internet : www.opalc.org/web/images/stories/VenturaDiplomatieSud.pdf, consulté le 22/04/2013.

⁷⁶ ROUQUIE (A), op. cit., p. 111.

⁷⁷ SEITENFUS Ricardo, « Le Sud devient le Nord : fondements stratégies de l'actuelle diplomatie brésilienne », site internet : [www.seitenfus.com.br/arquivos/chapitre5\(1\).pdf](http://www.seitenfus.com.br/arquivos/chapitre5(1).pdf), consulté le 27/04/2013.

⁷⁸ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

⁷⁹ LAFARGUE (F), op. cit., p. 145.

⁸⁰ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

⁸¹ LAFARGUE (F), op. cit., p. 141.

aspiration du Brésil à la puissance constitue un vieux rêve que ses élites dirigeantes caressent depuis de nombreuses décennies⁸². Et le Cameroun peut bien contribuer à le réaliser. Car, lors de la visite du Président Biya au Brésil en 2010, son homologue Lula a annoncé que son pays considère le continent africain comme l'une des priorités de sa politique étrangère et que les relations avec le Cameroun offrent au Brésil un contact plus étroit avec l'Afrique de l'Ouest⁸³.

Cette recherche d'une stature de grande puissance par le Brésil et la Chine, vise à créer un monde multipolaire qui affaiblirait du même coup la puissance américaine devenue depuis la fin de la guerre froide la superpuissance⁸⁴. Elle accroîtrait leur participation dans le système international. C'est la raison pour laquelle pour les autorités chinoises, il est important d'encourager la diversité et promouvoir différents modèles de développement car notre monde est multicolore⁸⁵. Dans son discours de nouvel an en 1991, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen déclara que la structure des relations internationales évoluait vers la « multipolarisation »⁸⁶. La Chine ne cache donc plus son désir de puissance réaliste et de projection géopolitique, tel que nous pouvons l'observer à travers ces mots de Zhang Hong-Ming, membre de l'Académie chinoise des sciences : « à notre avis, le but de la politique étrangère chinoise est d'établir un nouvel ordre mondial qui lui permettrait d'occuper une place favorable, lui donnant plus de voix dans les affaires internationales. Par conséquent, après la crise du Kosovo, même si la Chine poursuit sa stratégie de non-alignement, elle souhaite rééquilibrer l'ambition unipolaire des Etats Unis »⁸⁷. Ceci d'autant plus que la conception chinoise du monde multipolaire signifie, pour les Chinois, que « la pax americana née de la notion de la politique de puissance est obsolète »⁸⁸.

Pour le Brésil, Il ne s'agit plus de transformer radicalement l'ordre mondial, mais plutôt de le réformer et l'adapter aux nouvelles réalités du système international, du point de vue économique et politique⁸⁹.

Les deux pays, aujourd'hui incontournables sur la scène internationale⁹⁰, sont en définitive en quête d'une plus grande participation dans le système international, se posant en « puissances révisionnistes » voulant modifier la configuration de l'ordre international à la recherche d'une nouvelle multipolarité⁹¹. Car, ils estiment ne pas en bénéficier, ou pas

⁸² SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

⁸³ Journal Mutations du 03/08/2010.

⁸⁴ STRUYE DE SWIELANDE (T), op. cit., p. 81.

⁸⁵ SCIORTINO (S), op. cit., p. 57.

⁸⁶ Qian Qichen cité par FOOT Rosemary, « Chinese strategies in a US-hegemonic global order : accomodating and hedging », in International Affairs 82 1/2006, p. 81.

⁸⁷ MILANI Carlos R. S., « Les diplomaties « émergentes » changent-elles l'ordre mondial ? », site internet : carlosmilani.files.wordpress.com/.../les_diplomaties_emergentes_change..., consulté le 27/04/2013.

⁸⁸ JUANG Chung-Lian, « Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives », dans Monde Chinois, n°8, Été-Automne 2006, p. 13.

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ KATEB (A), op. cit., p. 225.

⁹¹ Selon Carlos R.S. Milani, « Les diplomaties émergentes de deuxième génération se perçoivent en tant qu'acteurs politiques qui contestent et défient le statut quo, sans remettre en cause les fondements philosophiques et les structures d'un ordre interétatique et capitaliste. L'évolution de ce véritable révisionnisme modéré des diplomaties émergentes actuelles dépendra des variations des économies politiques domestiques et des capacités politiques et économiques de négociation au niveau international et régional. Ces facteurs pourront faire évoluer le révisionnisme modéré vers le maintien de la gouvernabilité régionale et mondiale », MILANI Carlos (R.S), op. cit.

suffisamment et se posant ainsi en « peer competitor »⁹² comme la majorité des grandes puissances et puissances émergentes qui se sont donné comme objectif central de leur politique étrangère de contrebalancer la puissance américaine. C'est la raison pour laquelle pour défier la puissance dominante, ces pays adoptent également la stratégie de l'alliance avec les autres pays émergents au sein par exemple de l'IBSA⁹³ et du BRICS afin de réformer les règles du système international et contribuer ainsi à l'émergence d'un monde multipolaire. C'est dans cette perspective que lors du sommet des BRICS tenu à Durban le 27 mars 2013, les dirigeants des pays émergents de ce groupe ont décidé de créer une banque de développement commune destinée à financer des infrastructures et qui devrait leur permettre de se passer de la Banque mondiale.

Cependant, malgré le fait que les deux pays se retrouvent dans plusieurs forums, la Chine n'a pas toujours officiellement soutenu l'entrée du Brésil dans le club fermé des membres permanents du Conseil de sécurité⁹⁴.

La création et l'activation des liens étroits entre la Chine et le Cameroun et entre le Brésil et le Cameroun sont donc perçues comme une opportunité à saisir pour plusieurs raisons par les deux pays émergents. Elles font donc partie de la politique étrangère de la Chine et du Brésil et restent bien l'instrument par lequel les deux pays tentent de façonner leur environnement politique international⁹⁵. Le Cameroun devient dès lors un multiplicateur de puissance pour les deux pays et leurs relations avec ce pays africain leur permettent dans l'ensemble, de se construire une « identité de rôle »⁹⁶.

Les diplomaties de la Chine et du Brésil envers le Cameroun divergent cependant sous d'autres aspects eu égard à la spécificité de l'identité de chaque pays.

II – DES DIPLOMATIES DIVERGENTES SOUS D'AUTRES ASPECTS EU EGARD A LA SPECIFICITE DE L'IDENTITE DE CHAQUE PAYS

Les diplomaties du Brésil et de la Chine divergent sur plusieurs points au Cameroun : par le rôle déterminant de certains acteurs, des stratégies différenciées et des enjeux dissemblables entre les deux pays.

A – Des diplomaties divergentes eu égard au rôle de certains acteurs

La diplomatie de la Chine est marquée au Cameroun par la forte participation d'acteurs non gouvernementaux alors que celle du Brésil laisse percevoir le rôle dominant du chef de l'Etat.

⁹² L'on entend par peer competitor, « un Etat ou un ensemble de challengers ayant la puissance et la motivation de confronter les Etats-Unis à une échelle internationale de façon soutenue et à un niveau suffisant rendant l'issue d'un conflit incertaine même si les Etats-Unis disposent leurs ressources de façon effective et appropriée », Organsky A. cité par STRUYE DE SWIELANDE (T), op. cit., p. 86.

⁹³ Le forum de dialogue IBSA créé le 6 juin 2003 à Brasilia entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

⁹⁴ Questions Internationales, n°55, mai-juin 2012, p. 73.

⁹⁵ BATTISTELLA (D), Théories des relations internationales, op. cit., p. 359.

⁹⁶ « L'identité de rôle renvoie aux propriétés qui caractérisent un Etat dans la perception des autres, et qui font que les autres Etats s'attendent à ce qu'il se comporte d'une certaine façon à leur égard, qu'il adopte un certain rôle sur la scène internationale : un Etat peut ainsi, aux yeux d'un autre, avoir le rôle d'Etat ami, rival, ou ennemi, de puissance hégémonique ou d'Etat satellite, etc », BATTISTELLA (D), « L'intérêt national. Une notion, trois discours », dans CHARILLON Frédéric (dir), Politique étrangère. Nouveaux regards, Paris, PFNSP, 2002, p. 155.

1- La forte participation d'acteurs non gouvernementaux dans la diplomatie chinoise

Les migrants et le parti communiste chinois, participent intensément à la densification des relations sino-camerounaises, contrairement à ce qui se passe dans les relations Brésil/Cameroun.

a - Les migrants et la « diplomatie du sourire »

L'analyse contemporaine des migrations, bien développée ces derniers temps, souligne aujourd'hui la nécessité de ne plus considérer le migrant uniquement dans l'environnement de la société d'accueil, mais aussi en fonction des liens qu'il conserve avec son pays d'origine. Cette observation d'Alain Tarrius, reprise par Antoine Kernén⁹⁷, permet de suggérer que la présence des migrants chinois au Cameroun résulte à la fois de la politique du gouvernement chinois et de stratégies individuelles profitant des opportunités offertes. Cette double source de leur action engendre pour eux une sorte d'interdépendance⁹⁸ avec leur pays d'origine. Ces migrants pratiquent ce que Carine Pina-Guerassimoff qualifie de « diplomatie du sourire »⁹⁹.

En effet, contrairement aux migrants brésiliens qui jouent un rôle mineur du fait de leur quasi inexistence au Cameroun¹⁰⁰, le déploiement des relations sino-camerounaises engendre une immigration de travailleurs chinois au Cameroun. Ceux-ci appartiennent à trois catégories, les commerçants, les employés des entreprises chinoises, les médecins, les pêcheurs et agriculteurs. Cette migration serait d'ailleurs bien vue, voire encouragée par la Chine.

Tout d'abord, elle favorise l'accroissement de sa population au Cameroun notamment par l'« exportation de main d'œuvre »¹⁰¹. Le renforcement de la coopération économique et technologique avec le Cameroun, s'accompagne d'abord de l'installation d'entreprises et de travailleurs chinois sur le sol camerounais puis provoque l'arrivée de commerçants chinois. Migration de main-d'œuvre encadrée par des entreprises chinoises et migration commerciale initiée par des individus et des familles, participent d'un même mouvement : le premier créant un contexte particulièrement favorable pour l'essor du second. Il arrive même qu'à l'issue de leurs contrats dans le bâtiment ou les travaux publics, des ingénieurs et des ouvriers obtiennent le droit de rester sur place et ouvrent une boutique dans la perspective d'une reconversion professionnelle. Des officiels chinois auraient récemment incité leurs paysans sans terre à s'installer en Afrique. Ensuite, la Chine facilite l'entrée de ses ressortissants au Cameroun. Les accords entre Yaoundé et Pékin négociés au cours de sa visite par le président chinois en 2007, prévoient que les Chinois seront désormais les seuls étrangers à bénéficier d'un droit de séjour d'un an et demi au Cameroun sans contrat de travail. Ainsi, les flux financiers, la circulation des personnes « exercent en effet une contrainte sur les Etats, en ce qu'ils augmentent la sensibilité réciproque des sociétés et par là même affectent les relations entre gouvernements »¹⁰². Enfin, le gouvernement chinois intervient en faveur de leur sécurité au Cameroun. Cette politique consistant à aider sa population n'est pas exclusive au Cameroun. Ainsi au Nigéria, un homme d'affaires chinois confesse que : « notre

⁹⁷ KERNEN Antoine, « Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique », dans *Politique Africaine*, n°105, mars 2007, p. 176.

⁹⁸ BATTISTELLA (D), *Théories des relations internationales*, op. cit., p. 222.

⁹⁹ PINA-GUERASSIMOFF Carine, « Le renouvellement des perspectives transnationales de la Chine », dans *Critique* n°32, juillet-septembre 2006, p. 45.

¹⁰⁰ Entretien avec Martial TCHENZETTE, op. cit.

¹⁰¹ BRAUD Pierre-Antoine, « La Chine en Afrique : anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », dans *Analysis* n°0, octobre 2005, site internet : www.iss.europa.eu/.../la-chine-en-afrique-anatomie-dune-nouvelle-strategie-chinoise/, consulté le 09/02/2013.

¹⁰² BATTISTELLA (D), *Théories des relations internationales*, op. cit., p. 218.

gouvernement nous aide par tous les moyens. Des informations, des conseils juridiques, des prêts sans intérêts. Et quand on rentrera en Chine, il nous vendra des terrains au rabais, pour les services qu'on a rendus en Afrique »¹⁰³.

Cette stratégie s'inscrit dans une politique d'ensemble amorcée dès 1978 sous la houlette de Deng Xiaoping, qui avait lancé un appel au « patriotisme » des Chinois d'outre-mer pour qu'ils soutiennent la modernisation économique et sociale du pays¹⁰⁴. Après les politiques de réforme et d'ouverture, le gouvernement chinois vise à favoriser ses liens avec ses ressortissants vivant à l'étranger. Entre 1978 et 2000, plus de 360 lois et règlements sur les Chinois vivant à l'étranger sont créés par le Parti communiste et plus de 800 par le Conseil des affaires de l'État. Ces lois et règlements ont pris des formes diverses¹⁰⁵. Elles sont principalement destinées à maximiser la contribution des migrants aux objectifs de développement et de modernisation du pays. Toutes ces actions font partie des six axes de la politique extérieure chinoise qui éclairent la stratégie du pays en Afrique¹⁰⁶. Elles démontrent qu'il existe finalement une sorte de complémentarité des efforts chinois, privés et publics, pour gagner un rôle de premier plan en Afrique et auquel participe la population chinoise au Cameroun.

S'agissant particulièrement du personnel médical chinois qui travaille dans des cabinets privés au Cameroun, il constitue un ensemble d'acteurs qui accroissent, par leurs observations, l'intelligence économique chinoise¹⁰⁷. De plus, les Chinois à l'étranger construisent des réseaux employés par les services de renseignements¹⁰⁸. Il n'est d'ailleurs plus un secret que l'Afrique est devenue le terrain d'une concurrence géopolitique entre Washington et Bruxelles d'une part, et Pékin, de l'autre. Et la présence continue des migrants chinois en Afrique, participe de la stratégie de construction de la conquête de l'Afrique par le bas, comme l'écrit A. Kernén. Ce qui démontre qu'il n'y a pas une seule « stratégie chinoise » en Afrique, mais plutôt une variété de réseaux dont il faut rendre compte.

Les migrants chinois étendent la puissance de leur pays et sont, pour cette raison, courtisés par les autorités chinoises¹⁰⁹ comme une sorte de « ressources culturelle, matérielle et politique unique »¹¹⁰ pour la simple raison qu'ils drainent des ressources symboliques et stratégiques à travers ces multiples relations d'échange qu'ils développent entre eux et avec leur société d'origine. Leur présence offre donc cette visibilité de la puissance chinoise que

¹⁰³ Cité par MICHEL Serge et BEURET Michel, *La Chinafrique. Pékin à la conquête de continent noir*, Paris, Grasset, 2007, p. 65.

¹⁰⁴ PINA-GUERASSIMOFF (C), *op. cit.*, p. 39.

¹⁰⁵ Pour plus de détails sur cette politique, voir par exemple Elie J., Lieber, M. et Lutringer C., « Migration et développement : les politiques de la Chine et de l'Inde à l'égard de leurs communautés d'outre-mer », dans *Revue internationale de politique de développement* 2011, [En ligne], 2 | 2011, mis en ligne le 5 mai 2011. Repéré à <http://poldev.revues.org/710> ; DOI : 10.4000/poldev.710 ; Pina-Guerassimoff (C), *op. cit.* ; Thuno M., « Reaching out and incorporating Chinese overseas : the trans-territorial scope of the PRC by the end of the 20th century », dans *The China Quarterly*, 2001, p. 911-929.

¹⁰⁶ Il s'agit de : sécurisation des approvisionnements en pétrole et en matières premières, implantation croissante des entreprises privées dans la construction d'infrastructures, incitation à l'implantation d'une diaspora, signature d'accords bilatéraux, politique de coopération au développement affirmée et, enfin, politique de coopération militaire.

¹⁰⁷ Pour plus de détails sur les médecins chinois au Cameroun, lire par exemple POKAM Hilaire de Prince, « La médecine chinoise au Cameroun », dans *Perspectives Chinoises*, 2011/3, pp. 54-62.

¹⁰⁸ BAL (M) et VALENTIN (L), *op. cit.*, p. 67.

¹⁰⁹ Pour plus de détails sur ce point, lire par exemple FRANCHINEAU Hélène, « De la régionalisation au régionalisme : la diaspora chinoise et l'intégration de la Chine en Asie du Sud-Est », www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/franchineau.pdf, p. 13-17, consulté le 14 février 2011.

¹¹⁰ WATERBURY Myra A., « Bridging the divide : towards a comparative framework for understanding kin state and migrant-sending state diaspora politics », dans BAUBÖCK Rainer and FAIST Thomas (eds), *Diaspora and transnationalism : concepts, theories and methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, p. 133.

les autorités continentales aimeraient voir relayée à l'étranger¹¹¹. Ainsi, « qu'il faille examiner le rôle – évolutif – tenu par les Etats dans le processus de globalisation ne doit pas faire oublier la place que prennent les hommes dans ce processus »¹¹². Dans ce processus, « l'émigration chinoise n'est donc plus simplement un mouvement vers le centre d'un monde dominé par l'Occident, elle est tout autant une extension d'un monde centré sur la Chine. Cette mobilité n'est qu'une des facettes de la globalisation de la société, de la culture et de l'économie chinoises »¹¹³. Alimentés par la dynamique de la mondialisation, les migrants chinois sont en même temps, des acteurs de « la mondialisation par le bas » comme l'écrit Alejandro Portes¹¹⁴. Avec cette mondialisation, ces migrants agissent dans l'ensemble au Cameroun au moins de façon partielle, au nom de leur Etat d'origine, favorisant la promotion de ses intérêts matériels et surtout symboliques¹¹⁵. Pour cette raison, ils constituent comme tous les migrants, une ressource déterminante de « soft power » pour la Chine surtout en tant que nouveaux ambassadeurs culturels.

b – Le parti communiste, un acteur majeur

Le parti communiste chinois participe à la construction des relations diplomatiques entre la Chine et le Cameroun. Il joue d'ailleurs un rôle majeur dans la politique étrangère de la Chine. Car, la politique extérieure chinoise est élaborée par la commission des affaires étrangères du Comité central du Parti communiste. Sa nouvelle stratégie officielle pour l'Afrique est consignée dans le Livre Blanc sur la politique africaine de la Chine publié en 2006. Elle vise à renforcer les relations entre l'Empire du Milieu et les pays africains et particulièrement le Cameroun. C'est dans cette perspective qu'en mars 2010, Jian Qinglin, président du comité central du parti communiste, quatrième personnalité de la RPC, a effectué une visite officielle au Cameroun. Cette visite a été ponctuée par la signature de huit nouveaux accords¹¹⁶. En plus, à l'occasion du 3^e congrès ordinaire du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir au Cameroun, en septembre 2011, un représentant du parti communiste chinois a participé à ses travaux. Il a souhaité au cours de son intervention, la poursuite harmonieuse des relations sino-camerounaises.

¹¹¹ SANJUAN Thierry, « Le monde chinois en redéfinition. D'un empire autocentré à une identité culturelle multipolarisée », dans LOROT Pascal (dir), *Géoéconomie du monde chinois*, Paris, Géoéconomie, 2001, n° 18, p. 2.

¹¹² CHUNGUANG Wang, « Migrations chinoises en Europe : un regard depuis la Chine », dans ROULLEAU-BERGER Laurence (dir.), *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Toulouse, Presses du Murail, 2007, p. 229.

¹¹³ PIEKE F. E, « Les migrations chinoises contemporaines : nouveaux régimes et nouvelles activités en Europe », dans ROULLEAU-BERGER (L), op. cit., p. 20.

¹¹⁴ PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 129, septembre 1999, pp 15-25.

¹¹⁵ BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le retournement du monde : sociologie de la scène internationale*, Paris, PFNSP et Dalloz, 1999.

¹¹⁶ - Il s'agit de : « accord de coopération économique et technique entre le gouvernement de la République Populaire de Chine et le gouvernement de la République du Cameroun (relatif à un don sans contrepartie d'un montant de cinquante millions de yuans) » ; « accord de coopération économique et technique entre le gouvernement de la République du Cameroun (relatif à un prêt sans intérêt d'un montant de cinquante millions de yuans) » ; « convention du crédit acheteur préférentiel du projet de réhabilitation de la société MATGENIE au Cameroun » ; « mémorandum d'entente et de coopération globale sur le financement des projets au Cameroun » ; « convention-cadre relative à la réalisation des investissements agricoles au Cameroun » ; « protocole d'accord sur la donation en matière de formation des nouvelles technologies dans le réseau postal camerounais » ; deux accords relatifs à l'importation du bois camerounais par la Chine.

Les diplomaties de la Chine envers le Cameroun mettent donc en scène une diversité d'acteurs publics et privés et une pluralité de rationalités favorisées par l'Etat qui convergent dans une stratégie globale dépendante de la puissance publique.

2- Le président de la République, acteur dominant de la diplomatie brésilienne

Alors que plusieurs acteurs participent à la diplomatie chinoise au Cameroun, le président de la République se positionne comme l'acteur dominant de la diplomatie brésilienne. Pour s'occuper des affaires extérieures, le Président Lula a formé un « trident diplomatique » composé de quatre brillants diplomates en charge de penser, orienter et rendre opérationnelle une nouvelle diplomatie¹¹⁷. Ceci s'observe également sur toute la scène africaine où « le président de la République a imprimé sa marque sur cette dimension de la politique extérieure, comme il l'a fait sur certaines dimensions de la politique interne (...) »¹¹⁸. Seulement un mois après son investiture, le 31 janvier 2003, le Président Lula a donné le ton de sa nouvelle administration en invitant pour la première fois au palais présidentiel, le Groupe des Ambassadeurs Africains de Brasilia afin de présenter les principales directives de la nouvelle politique africaine du Brésil et connaître le point de vue des représentants africains¹¹⁹. Cette diplomatie présidentielle tournée traditionnellement vers les pays lusophones, tend vers l'ensemble des pays africains¹²⁰. Ce qui justifie la visite du Président Lula au Cameroun en 2005 en vue du renforcement des relations entre son pays et celui de P. Biya.

Ce rôle prépondérant du président brésilien dans la diplomatie se ressent également en ce qui concerne toute l'Afrique. Car, en huit ans de pouvoir, il s'est rendu 11 fois en Afrique et visité 27 pays. Cet activisme diplomatique est soutenu par un dispositif institutionnel créé au sein du ministère des Affaires étrangères, une entité exclusivement consacrée au continent et l'augmentation des capacités matérielles et humaines destinées à développer les relations afro-brésiliennes.

B – L'usage de stratégies différenciées consécutives à la culture de chaque pays

La Chine et le Brésil adoptent la « niche diplomacy »¹²¹ à travers l'usage de certaines stratégies spécifiques dans leurs diplomaties envers le Cameroun. A la diplomatie « gagnant-gagnant » chinoise se déploie la diplomatie solidaire brésilienne. En plus, par rapport au Brésil, la Chine fait un usage extrême du « soft power ».

1 - Diplomatie « gagnant-gagnant » chinoise/diplomatie solidaire brésilienne

Le Brésil propose la diplomatie solidaire aux Etats africains alors que la Chine est favorable au principe « gagnant-gagnant ».

a – Le principe « gagnant-gagnant » de la Chine

¹¹⁷ SEITENFUS (R), op. cit.

¹¹⁸ COOPER PATRIOTA (T), op. cit., p. 22.

¹¹⁹ Ibid., p. 23.

¹²⁰ LAFARGUE (F), op. cit., p. 138.

¹²¹ Le concept de « niche diplomacy » signifie « l'habileté d'une puissance moyenne à augmenter son influence internationale par le truchement du recours à ses capacités spécifiques », BARBARA Marque, « Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes », Note d'analyse 16, p. 18, site internet : www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf, consulté le 05/05/2013.

Les dirigeants chinois aiment brandir le principe « gagnant-gagnant » par opposition aux « donneurs de leçons » occidentaux, et présentent leur coopération comme dépourvue de toute intention mercantile ou d'exploitation. Ceci permet à chacun des partenaires d'escompter des avantages mutuels et réciproques. Ce principe manifeste la volonté de ces dirigeants de resserrer davantage leurs liens avec l'Afrique. C'est la raison pour laquelle ils ont publié un document qui établit les bases de ce « nouveau partenariat stratégique », le *Livre Blanc Politique de la Chine à l'égard de l'Afrique* paru en 2006. Dans ce livre, « la Chine œuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération gagnant-gagnant sur le plan économique »¹²². Ce qui devrait se traduire par des prestations en Afrique pour des prix bien inférieurs à ceux que pratiquent en général les entreprises occidentales et sans volonté d'ingérence dans les affaires politiques africaines. La politique d'aide chinoise au développement et ses prêts à taux privilégiés, ne se soucient pas des régimes politiques. Le discours met en avant les relations égalitaires Sud-Sud et profite pour dénoncer les politiques africaines des Occidentaux, principalement la démocratie qui apparaît comme un vrai fléau. Il serait selon la Chine, la cause de l'exacerbation des tensions à l'intérieur des pays africains. C'est sur cette base que l'Empire du Milieu veut fonder ses relations diplomatiques avec le Cameroun.

Ainsi, la Chine octroie de l'aide au Cameroun. En 2010, une enveloppe de 20 millions de yuans a été octroyée par le gouvernement chinois au gouvernement camerounais. « Un don sans contrepartie », a insisté Xue Jinwei, l'ambassadeur de la RPC au Cameroun, au cours de la cérémonie de signature d'une nouvelle convention entre les gouvernements des deux pays, au ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire. Ce don devrait servir d'appui au pays ami engagé dans de grands chantiers. En début d'année 2011, la Banque chinoise Exim Bank a accordé un prêt à l'État camerounais de 316 millions d'euros pour financer la construction d'un port en eau profonde à Kribi. Ces entrées financières constituent pour le Cameroun et comme pour d'autres pays africains, un moyen de restaurer de bonnes relations avec les institutions de Bretton Woods et de négocier des annulations substantielles de dette¹²³. Mais, malgré ses vertus, cette aide semble liée. Ce qui constitue une des critiques formulées par les bailleurs de l'OCDE vis-à-vis de la politique chinoise de coopération. Contrairement aux bailleurs occidentaux qui ont convenu de ne plus conditionner leur aide, cette pratique reste de mise dans les relations entre la Chine et l'Afrique. En fait, l'aide chinoise est doublement conditionnée. D'une part, les projets financés par la Chine font essentiellement appel à des entreprises et à de la main-d'œuvre chinoises, au détriment de la main-d'œuvre locale ; et d'autre part, les financements de projets d'infrastructure sont systématiquement « liés » à l'octroi de concessions pétrolières, minières ou forestières.

b – La diplomatie solidaire brésilienne

Contrairement à la diplomatie « gagnant-gagnant » chinoise, le Brésil propose une diplomatie solidaire, une « diplomatie de la générosité »¹²⁴. Ainsi, « le discours officiel vise-t-il à présenter le Brésil comme l'« anti-Chine » et comme un ami désireux d'« aider » l'Afrique »¹²⁵, et dans notre cas, le Cameroun. Pour ce faire, il assiste ce pays dans le domaine de la santé. Il lui apporte une aide afin de lutter contre le paludisme. Une convention signée

¹²² Cité par La « Chinafrique » : réalités et enjeux, p. 12, op. cit.

¹²³ - MARCHAL Roland, « La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants », dans JAFFRELOT (C), op. cit., 2008, p. 241.

¹²⁴ L'expression est de SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

¹²⁵ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

entre les deux pays en avril 2007 prévoit la formation de techniciens camerounais à la surveillance épidémiologique et à la manipulation d'insecticides destinés à être déversés dans les zones infectées¹²⁶. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce texte, deux équipes de médecins camerounais ont pu suivre une formation au Brésil en 2007 et 2008. En plus, une équipe médicale du ministère brésilien des Affaires étrangères a séjourné au Cameroun en 2007. En ce qui concerne le sida, le Président Biya avait apprécié la disponibilité brésilienne à apporter au Cameroun toute l'expertise nécessaire en matière de prévention et de lutte contre cette pandémie pendant la visite de Lula à Yaoundé. Dans ce domaine, un partenariat s'est établi entre Synergies africaines et la fondation Osvaldo Cruz Foundation (FIOCRUZ). Le Brésil a également participé à la réduction des coûts de traitement en favorisant la fabrication de médicaments génériques. En plus en 1996, le gouvernement brésilien a décidé de garantir l'accès universel et gratuit aux thérapies anti-rétrovirales, devenant le premier pays de l'hémisphère Sud à s'engager de la sorte dans la lutte contre ce fléau. Et il n'hésite pas désormais à prêter assistance aux nations qui demandent de l'aide. Cette diplomatie solidaire s'exerce également sans conditionnalités politiques, sociales ou juridiques, notamment en termes de gouvernance.

Ces initiatives, qui ont un degré de visibilité plus ou moins élevé, contribuent au façonnement d'une image particulière du Brésil sur la scène internationale, celle d'un acteur responsable, humaniste et bienveillant. Ce qui à son tour, facilite sa pénétration sur le continent africain¹²⁷. Elles permettent donc de mettre la solidarité au service de l'influence¹²⁸ et d'augmenter le poids du pays dans les négociations internationales en le présentant comme modèle et comme force morale¹²⁹.

2 – L'extrême usage du « soft power » par la Chine

L'Afrique peut aussi être considérée comme un lieu d'expérimentation privilégié du « soft power » chinois¹³⁰ qui doit permettre à la RPC d'« offrir un visage acceptable, raisonnable et responsable »¹³¹. Et la Chine, par rapport au Brésil, en fait un extrême usage dans ses relations avec le Cameroun. La stratégie du « soft power »¹³² conduit les dirigeants chinois à privilégier l'influence pragmatique et la patience dans un contexte de concurrence avec d'autres puissances¹³³. Les outils utilisés dans le cadre de cette stratégie qui contribuent au déploiement de sa diplomatie publique sont : la médecine traditionnelle chinoise (MTC), la

¹²⁶ LAFARGUE (F), op. cit., p. 139.

¹²⁷ SANTANDER (S), « La coopération brésilienne avec l'Afrique », article op. cit.

¹²⁸ VENTURA (E), op. cit., p. 17.

¹²⁹ Ibid., p. 18.

¹³⁰ GUERIN Emmanuel, « Bailleurs émergents : où en est la Chine en Afrique ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4 n°228, p. 112.

¹³¹ MAGALI Robert, « Puissance Chine. La stratégie d'affirmation internationale chinoise », Fiche de l'IRSEM, mars 2010, p. 2, site internet : www.defense.gouv.fr/content/.../file/Fiche_n1_Puissance_Chine.pdf, consulté le 28/04/2013.

¹³² Paru en Grande Bretagne au XIX^e siècle, le concept de soft power (littéralement « puissance douce ») a été convié pour la première fois dans les relations internationales en 1990 par l'internationaliste américain Robert Nye. Il désigne la capacité d'une personne morale à influencer le comportement d'une cible en fonction de ses intérêts par des moyens non coercitifs. Pour plus de détails sur ce concept, lire NYE Joseph, *The power to lead*, New York, Oxford University Press, 2008.

¹³³ En janvier 2006, le Président Hu Jintao précisait que « le renforcement du statut international de la Chine et de son influence internationale doit être reflétée à la fois dans un hard power incluant l'économie, les sciences et la technologie, et la défense nationale, et dans un soft power comme la culture », cité par Guy Gweth, op. cit.

formation des Camerounais, l'octroi des bourses, la création des centres Confucius, etc., qui constituent de véritables diffuseurs de la culture chinoise.

La Chine participe à la formation de plusieurs étudiants camerounais, leur nombre étant largement supérieur à celui des Camerounais formés au Brésil où près de vingt étudiants camerounais poursuivent actuellement leurs études. Cette formation fait partie des stratégies chinoises au Cameroun. Car, en janvier 2006, le Président Hu Jintao précisait que « le renforcement du statut international de la Chine et de son influence internationale, doit être reflétée à la fois dans un « hard power » incluant l'économie, les sciences et la technologie, et la défense nationale, et dans un « soft power » comme la culture ». Pour contribuer à atteindre ce dernier objectif, les universités chinoises accueillent des étudiants camerounais. D'après le diplomate et sinologue gabonais Samuel Okouma Mountou, la formation et le perfectionnement des étudiants africains constituent l'un des volets stratégiques de la coopération sino-africaine.

En effet, depuis 1973, le gouvernement chinois octroie une dizaine de bourses en moyenne par an aux étudiants camerounais. Durant l'année académique 2009-2010, il a financé 32 bourses d'études supérieures dont 10 au niveau Baccalauréat et 22 en post universitaire dans divers domaines : médecine, agriculture, génie électrique, télécommunications, informatique. Pour le compte de l'année académique 2010-2011, Pékin a mis 24 bourses d'études supérieures à la disposition du Gouvernement camerounais dont 9 du niveau Baccalauréat et 15 pour les aspirants au Master. Ces bourses s'adressent aux jeunes Camerounais engagés dans les domaines suivants : sciences appliquées, médecine, agriculture, économie, génie électrique, sciences de l'environnement, télécommunications, informatique et sciences juridiques. L'ambassadeur chinois au Cameroun Xue Jinwei affirmait lors d'une cérémonie d'octroi d'une trentaine de bourses, que « les étudiants boursiers camerounais sont parmi les meilleurs étudiants étrangers en Chine, et aujourd'hui leur nombre total a dépassé 300 étudiants. Il a promis qu'ils seront plus nombreux grâce à l'approfondissement des relations amicales entre les deux pays et à l'épanouissement de la coopération sino-camerounaise dans tous les domaines »¹³⁴. Depuis le premier trimestre 2000, Pékin a décidé d'intensifier sa coopération scientifique et universitaire avec les universités d'Etat du Cameroun. Ainsi, à l'Université de Yaoundé I, la Chine a construit et équipé le laboratoire de micro-biologie¹³⁵.

La Chine a activement encouragé l'ouverture, à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), de l'Institut Confucius de l'Université de Yaoundé II (inauguré en novembre 2007) ainsi que son annexe de Douala (ouvert le 27 mars 2009). Pour démontrer l'intérêt que les autorités chinoises attachent à cet Institut, Jia Qinglin, le président du CCPPC, lors de sa visite au Cameroun, s'est rendu à l'IRIC où il est rattaché. Ces instituts fonctionnent sur le modèle des Alliances françaises devenues récemment instituts culturels français, mais sans participation des Africains à leur financement.

La RPC s'investit à nouveau dans l'enseignement de la langue chinoise parce que les nouveaux immigrés demandent à ce que leurs enfants apprennent le chinois et parce que l'importance économique de la Chine pousse de plus en plus d'autres populations d'Asie et

¹³⁴ Source : <http://www.chine-informations.com>, consulté le 26/10/2011.

¹³⁵ GWETH (G), op. cit.

d'ailleurs à apprendre le mandarin¹³⁶. Cet investissement constitue surtout une part importante du dispositif mis en place par Pékin pour conquérir le monde et l'Afrique par la diffusion de la langue et de la civilisation chinoises. Depuis quelques années, apprendre le chinois est à la mode en Europe, aux Etats-Unis et en Afrique ; et les dirigeants chinois ont parfaitement perçu les enjeux de ce regain d'intérêt. Un tel investissement, destiné à enseigner aussi bien la langue que la culture chinoises, conjugué aux milliers de bourses d'études délivrées par Pékin, confirme une volonté de s'implanter durablement en Afrique¹³⁷.

Les activités médicales constituent une stratégie de puissance douce pour la Chine. On peut le montrer en mettant en relief comment les médecins chinois se positionnent en réalité entre l'Afrique et la Chine comme une sorte de troisième terme au sein d'une structure sociale triangulaire dans laquelle ils interagissent¹³⁸. La MTC est invoquée pour mobiliser le soutien à un projet politico-économique et culturel. C'est la raison pour laquelle le gouvernement chinois a créé un organisme administratif central dans le développement de la MTC en Chine et dans le monde, la State Administration of Traditional Medicine (SATCM-PRC). L'un des objectifs de cette institution est d'« entretenir les collaborations internationales visant à une meilleure diffusion de la MTC dans le monde, spécialement en partenariat avec Hong Kong, Macao et Taiwan »¹³⁹. En plus, à l'occasion de la seconde « Conférence internationale des technologies pour la modernisation de la médecine traditionnelle » à Chengdu en 2005, la Chine a d'ailleurs officialisé sa décision de faire de sa médecine traditionnelle, un secteur stratégique. Et la session annuelle du Comité Central du Parti communiste chinois l'a confirmé le 18 octobre 2011. Elle s'est achevée avec la diffusion d'un communiqué affirmant que « de plus en plus, la culture est en train de devenir une source de cohésion nationale et de créativité »¹⁴⁰. Ce document témoigne, une fois de plus, selon Eric Marié et Pierre-Henry de Bruyn, « de la détermination des autorités chinoises à accentuer la « soft power » de leur pays »¹⁴¹. Les réalisations médicales du gouvernement chinois au Cameroun présentent une dimension politique stratégique¹⁴².

La population médicale chinoise au Cameroun est également une ressource symbolique pour la Chine. Elle joue un rôle important dans la densification des réseaux de solidarités culturelles à travers la multiplication des centres de soins faisant la promotion de la MTC. Celle-ci est donc « stratégiquement importante à cause de sa fonction culturo-linguistique, particulièrement leur rôle dans la construction de l'Etat, la construction de l'identité nationale et la reproduction culturelle »¹⁴³. Ensuite, par leur présence et celle des médicaments, la visibilité de la présence chinoise est renforcée au Cameroun. Enfin, leur présence au Cameroun et dans les autres pays africains lui assure sa stature de grande puissance. Comme en Europe ou aux Etats-Unis, la Chine peut s'appuyer sur des communautés chinoises très présentes en Afrique francophone et en Afrique orientale¹⁴⁴.

¹³⁶ PINA-GUERASSIMOFF (C), op. cit., p. 48.

¹³⁷ BEURET (M), MICHEL (S), « La Chine a-t-elle un plan en Afrique ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4 n°228, p. 53.

¹³⁸ Pour plus de détails sur un cas précis, lire par exemple POKAM Hilaire de Prince, « La médecine chinoise au Cameroun », dans *Perspectives Chinoises* n° 2011/3, pp. 54-62.

¹³⁹ DE BRUYN Pierre-Henry et MICOLLIER Evelyne, « Diffusion institutionnelle de la médecine chinoise », dans *Perspectives Chinoises*, 2011/3, p. 28.

¹⁴⁰ Cité par MARIE Eric et DE BRUYN Pierre-Henry, Editorial, *Perspectives Chinoises* n°2011/3, p. 2.

¹⁴¹ MARIE (E) et DE BRUYN (P-H), *ibid.*, p. 2.

¹⁴² GAYE Adama, « La nouvelle donne chinoise en Afrique », www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/La_nouvelle_donne_chinoise_en.pdf, consulté le 14-03-2011.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 139.

¹⁴⁴ LAFARGUE (F), « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises*, juillet-août 2005, site internet : %20une%puissance%20africaine%20-%20Perspectives%20chinoises.pdf, consulté le 29/04/2013.

Ces médecins participent en même temps du processus de globalisation dans lequel est fortement engagée la Chine. Car, « disséminée par des médecins chinois expatriés en quête de réussite économique et de renommée, étudiée à une échelle globale par des praticiens alternatifs et non-conventionnels, appréciée par une clientèle internationale, la médecine chinoise devint un phénomène global et l'objet d'un processus de marchandisation »¹⁴⁵.

En somme, la stratégie chinoise reflète une véritable politique publique et se construit autour d'un ensemble d'actions d'une grande cohérence¹⁴⁶. Comme l'ont fait observer Jean-Raphaël Chaponnière et Raphaël Jozan, l'intensification des relations entre la Chine et l'Afrique n'est pas le fruit d'une seule rationalité imposée par Pékin mais bien le résultat de plusieurs rationalités qui convergent et se renforcent sans pour autant se confondre¹⁴⁷. Ces stratégies chinoises semblent relever totalement de l'art de la guerre de Sun Tse : « pour battre ton ennemi, il faut d'abord le soutenir pour qu'il relâche sa vigilance ; pour prendre, il faut d'abord donner »¹⁴⁸ et d'un dicton chinois bien connu selon lequel, « pour tuer le tigre, il faut se déguiser en cochon »¹⁴⁹.

Certains enjeux des diplomaties des deux pays divergent à l'instar de la diplomatie chinoise des ressources et d'acquisition des terres arables et la diplomatie partenariale brésilienne.

C – Diplomatie des ressources et d'acquisition des terres arables de la Chine/diplomatie partenariale brésilienne

La Chine et le Brésil adoptent de plus en plus, par une plus grande présence, dynamisme et activité au Cameroun, une stratégie de conquête à travers la diplomatie des ressources et des terres arables côté chinois, diplomatie partenariale côté brésilien.

1 – La diplomatie chinoise des ressources et d'acquisition des terres arables

L'ordre mondial actuel est également marqué par la ruée vers le contrôle de sources énergétiques et minières qui sont également essentielles pour le développement économique¹⁵⁰. Dans ces jeux stratégiques, les puissances émergentes ont leur mot à dire, du fait de leur importance en termes de production ou encore en fonction de leur modèle de développement économique hautement énergivore¹⁵¹. Les diplomaties de la Chine en Afrique en général et au Cameroun en particulier, s'inscrivent aussi dans cette logique. Car, L'Empire du Milieu est un pays dont une partie du dynamisme économique tient à une insertion réussie dans l'économie mondiale dont elle est de plus en plus dépendante en termes de débouchés mais également de matières premières et d'énergie¹⁵². Les autorités chinoises ont d'ailleurs pris conscience du caractère stratégique des ressources énergétiques au milieu des années

¹⁴⁵ MICOLLIER (E), op. cit., p. 3.

¹⁴⁶ GABAS Jean-Jacques, « Les pays émergents et la coopération internationale », dans JAFFRELOT (C), op. cit., p. 224-225.

¹⁴⁷ CHAPONNIERE Jean-Raphaël, JOZAN Raphaël, « Les trajectoires de la Chine », dans Afrique contemporaine 2008/4 n°228, p. 22.

¹⁴⁸ -Cité par BEURET (M), MICHEL (S), La Chinafrique..., ouvrage op. cit., p. 19.

¹⁴⁹ Alain HENRY lors de la Conférence ID4D – Les relations Chine-Afrique : impacts pour le continent africain et perspectives, 8 février 2013, p. 13, site internet : www.objectif-developpement.fr/.../2013/.../livestream-les-relations-chine..., consulté le 04/05/2013.

¹⁵⁰ KATEB (A), op. cit., p. 136.

¹⁵¹ MILANI Carlos (R. S), op. cit.

¹⁵² -« Les formes du capitalisme en pays émergents. Entretien avec Robert Boyer », dans JAFFRELOT (C) (dir), op.cit., 2008, p. 58.

1990, lorsque la Chine est devenue importatrice nette de pétrole¹⁵³. Ce pays s'implante en Afrique et principalement au Cameroun, pour sécuriser ses approvisionnements en matières premières¹⁵⁴. Il est en quête de ces ressources qui doivent lui permettre de soutenir sa forte croissance économique en diversifiant et sécurisant ses sources d'approvisionnement. Deuxième consommateur mondial de pétrole derrière les États-Unis, la Chine acquiert dorénavant plus du tiers de ses besoins en hydrocarbures sur le continent africain avec en tête l'Angola. Le brut d'autres producteurs tels que le Cameroun, intéresse également les raffineries chinoises. A cela s'ajoute un intérêt non négligeable pour d'autres ressources telles que le bois et les matières premières agricoles pour lesquelles l'Empire du Milieu déploie une grande politique d'acquisition au Cameroun. Cette offensive que l'on observe sur tout le continent, figure incontestablement parmi les événements géopolitiques les plus neufs des dernières années, même si elle rencontre bon nombre de complications imprévues¹⁵⁵.

Le Cameroun est donc pour la Chine, un pays cible car, il est assez loti en matières premières. Ce qui accroît la puissance chinoise. Car, « dans le processus de globalisation, la puissance d'un Etat se mesure non seulement à sa capacité à capter les flux des capitaux mais davantage à contrôler de loin les ressources énergétiques et les minéraux stratégiques. Dans cette course, l'emprise économique déborde sur le champ de la géopolitique sous la pression de la mondialisation (...). Dès lors, les actions diplomatiques plus ou moins ouatées visent plus ouvertement à localiser, répartir le marché des matières premières et à entretenir de bonnes relations politiques avec les Etats détenteurs »¹⁵⁶.

Après les hydrocarbures et les matières premières, les ressources agricoles constituent l'autre priorité de la consommation intérieure chinoise. Fort de 1.300 millions d'habitants (22% de la population mondiale à nourrir) et seulement 7% des terres mondiales cultivables, la Chine est confrontée à une augmentation constante de la consommation interne de produits agricoles. Car, malgré les mesures sévères prises pour limiter l'aliénation de ces terres, la surface totale des espaces cultivables continue de diminuer, de manière inexorable. D'où la nécessité de conquérir de nouvelles terres arables à l'étranger, aussi bien en Asie, en Amérique latine, qu'en Afrique¹⁵⁷. C'est ainsi qu'au Cameroun, la Chine déploie une grande politique d'acquisition des terres arables. En 2006, IKO, une filiale de la Shaanxi Land Reclamation General Corporation (connue également sous le nom de Shaanxi Farm), a signé un accord d'investissement de 120 millions de dollars avec le Gouvernement du Cameroun, qui lui a donné la ferme rizicole de Nanga-Eboko et un bail de 99 ans sur 10.000 ha supplémentaires : 2000 à Nanga-Eboko, 4000 dans le district voisin de Ndjoré et 4000 à Santchou dans l'Ouest du pays. Les autorités chinoises accordent une grande importance à ce secteur agricole. Car, selon l'ambassadeur de Chine au Cameroun Xue Jinwei, « à propos des domaines potentiels, le premier est toujours les infrastructures. En plus de cela, c'est l'agriculture. La nourriture est très importante pour le peuple. Le Cameroun est riche en ressources agricoles, son climat et ses conditions géographiques sont idéales pour la culture »¹⁵⁸. Une grande partie de leur production est exportée en Chine, l'objectif étant d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

2 - La diplomatie partenariale brésilienne

¹⁵³ KATEB (A), op. cit., p. 145.

¹⁵⁴ Ibid., p. 235.

¹⁵⁵ DOMENACH (J-L), op. cit., p. 88.

¹⁵⁶ ADJAGBE Mathieu, « Les dessous de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire : pour une lecture géopolitique nouvelle des interventions françaises en Afrique », Afrique et développement, Vol. XXXIV, N°2, 2009, p. 167.

¹⁵⁷ GWETH, op. cit.

¹⁵⁸ - Interview accordée à Simon Pierre Etoundi, Cameroon Tribune du 16/11/2010.

Si le Brésil au sous-sol extrêmement riche et dont le propre territoire n'est que partiellement mis en valeur¹⁵⁹ s'intéresse aux ressources naturelles des pays africains, il ne dépend pas beaucoup des ressources camerounaises comme la Chine. Il exporte essentiellement le bois, le caoutchouc et le coton du Cameroun¹⁶⁰. C'est surtout certains pays qui ont davantage la côte. Ainsi, le Brésil s'intéresse au pétrole du Nigéria et de l'Angola ainsi qu'au charbon de l'Afrique du Sud. Rien qu'à eux trois, ils représentent 48% des exportations brésiliennes en Afrique¹⁶¹. Le Brésil recherche en particulier au Cameroun et en Afrique en général, un partenariat pour soutenir ses politiques économiques controversées, notamment dans le domaine agricole. C'est ainsi que le Président Lula appelait l'Afrique à « rejoindre la révolution des biocarburants » lors de son voyage au Burkina Faso en octobre 2007, quand cette même production se trouve critiquée au niveau international entre autres par les Etats européens¹⁶². Deux secteurs retiennent plus particulièrement l'attention des autorités brésiliennes : l'agriculture et les biocarburants. En tant que puissance agricole majeure et grand producteur-exportateur d'éthanol dans le monde¹⁶³, le Brésil est convaincu de détenir le savoir-faire qui permettra à l'Afrique d'assurer sa « révolution verte » et de là sa sécurité alimentaire et énergétique¹⁶⁴. Comme l'écrit T. Cooper Patriota, l'accroissement d'un marché mondial de l'éthanol implique que ce produit devienne une commodity échangée sur les places boursières internationales, au même titre que le pétrole. Or, cela suppose non seulement d'augmenter le nombre de pays consommateurs, mais aussi le nombre de pays producteurs. C'est dans ce contexte que s'articule l'aide à certains pays africains, dont les conditions naturelles propices à la culture de canne à sucre alliées à des transferts de technologie dans la fabrication d'éthanol peuvent potentiellement leur donner des conditions de devenir exportateurs à leur tour, ainsi qu'éventuellement réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis d'importations de pétrole, pour ceux qui ne détiennent pas cette ressource¹⁶⁵. Cette diplomatie partenariale permet en outre au Brésil d'apparaître comme un modèle de développement durable, ce qui accroît son poids dans la gouvernance environnementale mondiale¹⁶⁶.

En somme, le Brésil et la Chine, depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques avec le Cameroun, mènent une intense activité diplomatique dans ce pays. Motivés par plusieurs enjeux similaires ou spécifiques, ils mobilisent à cet effet plusieurs acteurs, déploient diverses stratégies et instruments. La Chine qui, selon son nouveau Président Xi Jinping, veut accroître sa coopération avec l'Afrique, semble plus active que le Brésil. Ce dernier reste un acteur de deuxième rang au Cameroun¹⁶⁷ même s'il compte également redynamiser sa coopération¹⁶⁸. Leurs formes d'intervention modifient le champ de

¹⁵⁹ LAFARGUE (F), article dans *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 147-148. Selon Alexandre Kateb, le Brésil est devenu autosuffisant en pétrole en 2006, KATEB (A), op. cit., p. 149.

¹⁶⁰ Entretien avec M. TCHENZETTE, op. cit.

¹⁶¹ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

¹⁶² LAFARGUE (F), article dans *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 147.

¹⁶³ En 2008, le Brésil a produit 22,3 milliards de litres d'éthanol, soit 1/3 de la production mondiale, Etat de la coopération Cameroun-Brazil, Ministère des relations extérieures du Cameroun, p. 2.

¹⁶⁴ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit.

¹⁶⁵ COOPER PATRIOTA (T), op. cit., p. 51.

¹⁶⁶ VENTURA (E), op. cit., p. 20.

¹⁶⁷ « L'implantation chinoise en Afrique demeure, sans aucun doute, par son ampleur et sa médiatisation la plus visible faisant ombre au rapprochement opéré par d'autres acteurs émergents », SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », article op. cit. Thomas Cooper Patriota reconnaît également que le poids du Brésil est largement inférieur à celui de la Chine en Afrique. COOPER PATRIOTA (T), op. cit., p. 33. Il en est de même de François Lafargue, LAFARGUE (F), article dans *Afrique contemporaine*, op. cit., p. 144.

¹⁶⁸ Le Brésil compte ouvrir très prochainement un consulat à Douala, la capitale économique du Cameroun. Entretien avec M. TCHENZETTE, op. cit.

la coopération internationale et leur permettent d'acquérir une stature internationale. Car, ces deux pays participent à la redistribution des cartes du jeu international. Ainsi, ils « transforment le monde autant que le monde les transforme »¹⁶⁹. Cependant, leurs diplomaties sont source de concurrence au Cameroun même s'il existe entre ces deux puissances, des relations de type coopération¹⁷⁰. D'abord entre les deux acteurs, ensuite entre eux et les autres puissances émergentes et les partenaires traditionnels de ce pays. Cette concurrence qui exalte la compétitivité au détriment des affinités d'antan¹⁷¹, doit non seulement profiter au Cameroun et faire décoller son économie, mais également être matière à réflexion.

Enfants de la globalisation¹⁷², la Chine et le Brésil, qui, comme les autres pays émergents rabattent les cartes du jeu international qui n'avaient sans doute pas été redistribuées ainsi depuis 1945¹⁷³, sont en train de modifier la donne internationale en profondeur¹⁷⁴. Car, les relations entre les pays africains et les nouveaux partenaires modifient les rapports de pouvoir et les jeux d'alliance au sein de l'architecture internationale¹⁷⁵ et contribuent au décentrage progressif du pouvoir mondial¹⁷⁶.

Ils sont également des acteurs majeurs de la mondialisation. Ils pourraient constituer un contrepoids aux puissances occidentales en offrant au Cameroun les chances de consolidation de son développement¹⁷⁷ et de s'intégrer dans cette mondialisation source de concurrence acerbe dont le continent africain est l'un des théâtres. Et le Cameroun constitue évidemment une partie importante des zones stratégiques où se jouent ces confrontations.

La volonté des gouvernements chinois et brésilien de consolider leurs relations avec le Cameroun doit être considérée dans ce contexte politiquement tendu de confrontations et d'influences où les stratégies de contre-attaque des concurrents, dont la France, ne se sont pas fait attendre¹⁷⁸ même si elle semble par moment admettre la présence d'autres puissances

¹⁶⁹ KATEB (A), op. cit., p. 13.

¹⁷⁰ Si elles sont en concurrence en Afrique, elles forment entre elles, des groupes de solidarités horizontales où elles définissent des positions communes dans plusieurs domaines qui peuvent également concerner leur terrain privilégié de lutte, le continent africain. D'autres relations sont construites également entre puissances émergentes. Elles mènent de concert des stratégies de conquête économique et des politiques de solidarité sous le même intitulé en s'associant surtout sous un mode multilatéral. C'est le cas du BRICS composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud ; du BASIC comprenant le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine.

¹⁷¹ GAZIBO (M) et MBABIA (O), op. cit., p. 543.

¹⁷² JAFFRELOT (C), op. cit., p. 14.

¹⁷³ Ibid., p. 18.

¹⁷⁴ Ibid., p. 13.

¹⁷⁵ HUGON Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement* [En ligne], 1 | 2010, mis en ligne le 11 mars 2010, consulté le 28 juin 2012. URL : <http://poldev.revues.org/118> ; DOI : 10.4000/poldev.118, consulté le 05/05/2013.

¹⁷⁶ SANTANDER (S), « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », op. cit.

¹⁷⁷ Selon Cooper Patriota Thomas, « cette situation de développement intermédiaire des pays émergents donne aux pays de faible revenu un répertoire d'exemples de politiques qui peuvent paraître plus adaptées à leurs besoins que celles préconisées par des bailleurs du Nord, dont le niveau de développement les déconnecte davantage de leurs réalités », COOPER PATRIOTA (T), op. cit., p. 34.

¹⁷⁸ - BALLUET Jérôme, FRENEHARD Thomas, et KFOURY Jihad, « Stratégie française d'intelligence économique face au BTP chinois en Afrique », 30 juin 2005, www.ege.fr/download/étude_BTP_Afrique_presentation.pdf (consulté le 14-03-2011).

surtout la Chine au Cameroun¹⁷⁹ et en Afrique¹⁸⁰. Cette concurrence inquiète également les Etats-Unis¹⁸¹. Selon un diplomate américain interrogé à Brazzaville sur ses sentiments à l'égard de ses concurrents asiatiques : « ils font des routes et des barrages et franchement, nous, on n'a plus le courage, on donne des cours d'anglais et on cherche à vendre notre technologie »¹⁸². Le danger réel étant que l'on pourrait aboutir à ce que R. Gilpin appelle la « guerre hégémonique »¹⁸³. Cette présence doit donc être matière à réflexion. Car, elle rappelle au monde occidental que son hégémonie n'est pas totale et que ses politiques doivent être plus efficaces s'il s'agit de damer le pion aux nouveaux venus¹⁸⁴.

BIBLIOGRAPHIE

ADJAGBE Mathieu, « Les dessous de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire : pour une lecture géopolitique nouvelle des interventions françaises en Afrique », *Afrique et développement*, Vol. XXXIV, N°2, 2009, pp. 159-175.

AHIDJO Ahmadou, *Recueil des discours présidentiels, 1957-1968*, Yaoundé, 1969.

BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le retournement du monde : sociologie de la scène internationale*, PFNSP et Dalloz, 1999.

BAL Marie et VALENTIN Laura, *La stratégie de puissance de la Chine en Afrique*. Site internet : bdc.aege.fr/.../La_strategie_de_puissance_de_la_Chine_en_Afrique, consulté le 26/04/2013.

BALLUET Jérôme, DEMOLIN Jérôme, FRENEHARD Thomas, KFOURY Jihad, *Stratégie française d'intelligence économique face au BTP chinois en Afrique*, 30 juin 2005, site internet : www.ege.fr/download/étude_BTP_Afrique_presentation.pdf, consulté le 14/03/2011.

BARBARA Marque, « Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes », Note d'analyse 16, site internet : www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf, consulté le 05/05/2013.

BARNET Michael, « Social constructivism », dans BAYLIS John & SMITH Steve, *The globalization of world politics. An introduction to international relations*, Oxford, Oxford University Press, 2005, pp. 251-271.

BATTISTELLA (D), « L'intérêt national. Une notion, trois discours », dans CHARILLON Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, pp. 139-167.

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, PFNSP, 2009.

BEURET MICHEL, MICHEL Serge, « La Chine a-t-elle un plan en Afrique ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4 n°228, pp. 49-68.

BLONDEL Jean, « Le comparatisme », dans GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de Science Politique*, T. 2, *Les régimes contemporains*, Paris, PUF, 1985, pp. 1-26.

¹⁷⁹ - Le jeudi 13 janvier 2011, le Cameroun et la France ont signé le document cadre du Contrat de désendettement développement de deuxième génération (C2d). Au cours de la cérémonie qui se déroulait alors que le chef de l'Etat recevait à déjeuner le vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la RPC, l'ambassadeur de France au Cameroun a évoqué, sans le dire, la concurrence qu'impose l'Empire du Milieu à son pays. M. Bruno Gain, laissa entendre qu' « il y a de nouveaux amis qui sont au Cameroun, il y a aussi de vieux amis. Cette position de l'ambassadeur est contredite quelques mois plus tard par le patronat français. Devant la montée en puissance de la Chine dans l'économie camerounaise, le MEDEF français a laissé percer sa mauvaise humeur. Ainsi M. Patrick Lucas, président du comité Afrique du MEDEF International, en visite au Cameroun du 4 au 8 juillet 2011, a ainsi résumé la position du patronat français: « Je ne sais pas jusqu'à quand le contribuable français va continuer à accepter cette situation ».

¹⁸⁰ - Lors de son dernier sommet franco-africain en 2007, le Président Chirac a déclaré qu'il se « réjouit des actions conduites par la Chine en Afrique et salue ce nouveau lien entre ces deux régions du monde », cité par MICHEL (S) et BEURET (M), op. cit., p. 168.

¹⁸¹ Pour un aperçu de la concurrence entre puissances en Afrique, lire par exemple POKAM Hilaire de Prince, *Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 333-397.

¹⁸² - Cité par BEURET (M), MICHEL (S), *La Chinafrique...*, op. cit., p. 318.

¹⁸³ GILPIN R, *War and change in world politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

¹⁸⁴ - MARCHAL (R), op. cit., p. 245.

- BOOH BOOH Jacques-Roger « **Cameroun : dans les coulisses des relations avec la Chine il y a 40 ans** », [allAfrica.com](http://www.allAfrica.com) du 12 novembre 2009 <http://fr.allafrica.com/stories/printable/20091120813.html> consulté le 03/11/2011.
- BRAUD Pierre-Antoine, « La Chine en Afrique : anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », dans Analysis n°0, octobre 2005, site internet : www.iss.europa.eu/.../la-chine-en-afrique-anatomie-dune-nouvelle-strategie-chinoise/ consulté le 09/02/2013.
- BROUSSELLE Astrid, CHAMPAGNE François, L'analyse stratégique, modèle d'analyse ou démarche théorique pour l'évaluation de l'implantation ?, www.sqep.ca/archives/.../Présentation%20Astrid.ppt, consulté le 05/05/2013.
- BRUNEAU Michel, « Diasporas, transnational spaces and communities », dans BAUBÖCK Rainer and FAIST Thomas, *Diaspora and transnationalism : concepts, theories and methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, pp. 35-49.
- BUHLER Pierre, *La puissance au XXI^e siècle. Les nouvelles définitions du monde*, Paris, CNRS Editions, 2011. *Cameroon Tribune* du 22/07/2011.
- CHAPONNIERE Jean-Raphaël, JOZAN Raphaël, « Les trajectoires de la Chine », dans *Afrique contemporaine* 2008/4 n°228, pp. 21-34.
- CHAVAGNEUX Christian, « La diplomatie économique : plus seulement une affaire d'Etats », dans la revue *Pouvoirs. La politique étrangère aujourd'hui*, n° 88, janvier 1999, pp. 33-42.
- CHUNGUANG Wang, « Migrations chinoises en Europe : un regard depuis la Chine », dans ROULLEAU-BERGER Laurence (éd.), *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007, pp. 229-236.
- COOPER PATRIOTA Thomas, *Brésil, un partenaire de l'Afrique qui s'affirme. Les relations Brésil-Afrique durant les gouvernements Lula (2003-2010), les études de l'IFRI*, 2011.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Ehrard, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1992.
- DE BRUYN Pierre-Henry et MICOLLIER Evelyne, « Diffusion institutionnelle de la médecine chinoise », dans *Perspectives Chinoises*, 2011/3, pp. 24-33.
- DE LA CARRIERE Guy Carron, « Omniprésence économiques », dans CHARILLON Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, pp. 243-273.
- DELCORDE Raoul, « L'évolution du métier de diplomate », dans *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. X, 2009, pp. 1-12.
- DELCOURT Laurent, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives », site internet : www.cetri.be/spip.php?article2217, consulté le 26/04/2013.
- DEVIN Guillaume, « Les solidarités transnationales, phénomènes social à l'échelle mondiale », dans Devin Guillaume (dir.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 11-26.
- DEVIN Guillaume, « Les diplomaties de la politique étrangère », dans CHARILLON Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, pp. 215-242.
- DOMENACH Jean-Luc, « Peut-on parler d'émergence chinoise ? », dans JAFFRELOT Christophe (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, PFNSP, 2008, pp. 81-89.
- DURKHEIM Emile, *Sociologie et Philosophie*, Paris, PUF, 2002.
- ELIE J., LIEBER, M. et LUTRINGER C., « Migration et développement : les politiques de la Chine et de l'Inde à l'égard de leurs communautés d'outre-mer », dans *Revue internationale de politique de développement* 2011, [En ligne], 2 | 2011, mis en ligne le 5 mai 2011. Repéré à <http://poldev.revues.org/710> ; DOI : 10.4000/poldev.710.
- FAIST Thomas, « Diaspora and transnationalism : what kind of dance partners ? », dans BAUBÖCK Rainer and FAIST Thomas (eds), *Diaspora and transnationalism : concepts, theories and methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, pp. 9-34.
- FRIEDBERG Ehrard, *Le pouvoir et la règle. Dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1997.
- FOOT Rosemary, « Chinese strategies in a US-hegemonic global order : accomodating and hedging », in *International Affairs* 82 1/2006, pp. 77-94.
- FRANCHINEAU Hélène, « De la régionalisation au régionalisme : la diaspora chinoise et l'intégration de la Chine en Asie du Sud-Est », site internet : www.cean.sciencespobordeaux.fr/page%20perso/franchineau.pdf, consulté le 14 février 2011.
- GABAS Jean-Jacques, « Les pays émergents et la coopération internationale », dans JAFFRELOT Christophe (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, PFNSP, 2008), pp. 221-234.
- GAYE Adama, « La nouvelle donne chinoise en Afrique », www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/La_nouvelle-donne-chinoise-en.pdf, consulté le 14-03-2011.

- GAZIBO Mamoudou et MBABIA Olivier, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Etudes Internationales*, vol. 41, n°4, 2010, pp. 521-546.
- GILPIN R, *War and change in world politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
- GWETH Guy, « La stratégie de puissance chinoise en Afrique vue du Cameroun », site internet : www.bolyabaenga.org/index.php?...chine...guy-gweth..., consulté le 26/04/2013.
- GROSSER Pierre, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », dans CHARILLON Frédéric (dir), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, pp. 361-389.
- GUERIN Emmanuel, « Bailleurs émergents : où en est la Chine en Afrique ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4 n°228, pp. 105-118.
- HONG Liu, « New migrants and the revival of Overseas Chinese Nationalisms », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 43, May 2005, pp. 291-316.
- HSU Elisabeth, "Medicine as business : Chinese medicine in Tanzania", www.ascleiden.nl/Pdf/paper10mei.pdf, p. 2 (consulté le 27/07/ 2011).
- HSU Elisabeth, « Zanzibar and its Chinese Community », dans *Populations, Space and Place* 13, 2007, pp. 113-124.
- HUGON **Philippe**, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement* [En ligne], 1 | 2010, mis en ligne le 11 mars 2010, consulté le 28 juin 2012. URL : <http://poldev.revues.org/118> ; DOI : 10.4000/poldev.118, consulté le 05/05/2013.
- HURELL Andrew, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be powers ? », in *International Affairs* 82, 1/2006, pp. 1-19.
- Institut national de la statistique de la république du Cameroun, « 2^{ème} enquête sur le suivi des dépenses publiques et le niveau de satisfaction des bienfaits dans les secteurs de l'éducation et de la santé au Cameroun » (PETS 2), Rapport principal, Volet santé, décembre 2010.
- JAFFRELOT Christophe (dir), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, PFNSP/L'EXPRESS, 2008.
- JUANG Chung-Lian, « Les relations de la Chine avec l'Afrique : fondements, réalités et perspectives », dans *Monde Chinois*, n°8, Été-Automne 2006, pp. 8-26.
- Jeune Afrique* n° 2427 du 15 au 21 juillet 2007.
- Journal Mutations* du 03/08/2010.
- KATEB Alexandre, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRICS changent le monde ?*, Paris, Ellipses, 2011
- KERNEN Antoine, « Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique », *Politique Africaine*, n° 105, mars 2007, pp. 163-180.
- KERNEN Antoine, VALLIER Benoît, « Les petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et au Sénégal », dans *Sociétés politiques comparées*, n°5, mai 2008, site internet : <http://www.fasopo.org>
- La « Chinafrique » : réalités et enjeux*, www.knowfrontier.com/.../KF19%20-%20La%20Chinafrique..., consulté le 08/02/2013.
- LAFARGUE François, « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises*, juillet-août 2005, site internet : [%20une%puissance%20africaine%20-%20Perspectives%20chinoises.pdf](http://www.knowfrontier.com/.../KF19%20-%20La%20Chinafrique...), consulté le 05/05/2013.
- LAFARGUE François, « Le Brésil, une puissance africaine ? », dans *Afrique Contemporaine*, 2008/4, n°228, pp. 137-150.
- MAGALI Robert, « Puissance Chine. La stratégie d'affirmation internationale chinoise », Fiche de l'IRSEM, mars 2010, p. 2, site internet : www.defense.gouv.fr/content/.../file/Fiche_n1_Puissance_Chine.pdf, consulté le 28/04/2013.
- MA MUNG Emmanuel, "Chinese migrations and China's policy in Africa", *Journal of Chinese Overseas*, vol. 4, n° 1, p. 91-109.
- MARCHAL Roland, « La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants », dans JAFFRELOT Christophe (dir), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, PFNSP, 2008, pp. 235-347.
- MARIE Eric et DE BRUYN Pierre-Henry, Editorial, *Perspectives Chinoises* n°2011/3, pp. 2-3.
- MICHEL Serge et BEURET Michel, *La Chinafrique. Pékin à la conquête de continent noir*, Paris, Grasset, 2007.
- MILANI Carlos R. S., « Les diplomaties « émergentes » changent-elles l'ordre mondial ? », site internet : carlosmilani.files.wordpress.com/.../les_diplomaties_emergentes_change..., consulté le 27/04/2013.
- NGUYEN Eric, *Les relations Chine-Afrique*, Studyrama perspectives, 2009.
- NYE Joseph, *The power to lead*, New York, Oxford University Press, 2008.
- MOHAN Giles, "Chinese migrants in Africa as new agents of development ? An analytical framework », *Journal of Development Research* 21, 2009, p. 588-605.
- MOHAN Giles and KALE Dinar, "The invisible hand of South-South globalization: Chinese migrants in Africa", A Report for the Rockefeller Foundation prepared by The Development Policy and Practice Department, The Open University, Milton Keynes, MK7 6AA, UK October 2007.
- PERROT Sandrine et MALAQUAIS Dominique, « Afrique, la globalisation par les Suds », *Politique Africaine*, n°113, mars 2009, pp. 5-27.

- PIEKE F. E., « Les migrations chinoises contemporaines : nouveaux régimes et nouvelles activités en Europe », dans ROULLEAU-BERGER Laurence (éd.), *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007, pp. 19-43.
- PINA-GUERASSIMOFF Carine, « Le renouvellement des perspectives transnationales de la Chine », dans *Critique* n°32, juillet-septembre 2006, pp. 39-52.
- PLACIDI Delphine, « La transformation des pratiques diplomatiques nationales », dans BADIE Bertrand et DEVIN Guillaume (dir.), *Le multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La découverte, 2007, pp. 95-112.
- PLATE Reinhold, *Coopérations économiques et commerciales Chine-Cameroun : états des lieux*, juillet 2005, Friedrich Ebert Stiftung, Büro Yaoundé/Cameroun, Cameroun-Info.
- POKAM Hilaire de Prince, « La médecine chinoise au Cameroun », dans *Perspectives Chinoises*, 2011/3, pp. 54-62.
- POKAM Hilaire de Prince, *Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 129, septembre 1999, pp 15-25.
- PROUZET Michel, *Le Cameroun*, Paris, LGDJ, 1974
- Questions Internationales*, n°55, mai-juin 2012.
- ROJOT Jacques, *Théorie des organisations*, Paris, éditions ESKA, 2003.
- ROUQUIE Alain, « Le Brésil, un Etat sud-américain parmi les grands ? », dans JAFFRELOT Christophe (dir), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, PFNSP/L'EXPRESS, 2008, pp. 105-116.
- SANJUAN Thierry, « Le monde chinois en redéfinition. D'un empire autocentré à une identité culturelle multipolarisée », dans Pascal Lorot (dir), *Géoéconomie du monde chinois*, Paris, Géoéconomie, 2001, n°18, pp. 21-35.
- SANTANDER Sebastian, « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », dans *Géopolitique Africaine*, site internet : www.geopolitique-africaine.com/le-bresil-en-afrique-enjeux..., consulté le 25/01/2013.
- SANTANDER Sebastian, « La coopération brésilienne avec l'Afrique », dans *Revue Défense Nationale*, n 738, mars 2011, pp.37-44.
- SEILER Louis-Daniel, *La méthode comparative en Science Politique*, Paris, A. Colin, 2004.
- SEITENFUS Ricardo, « Le Sud devient le Nord : fondements stratégies de l'actuelle diplomatie brésilienne », site internet : [www.seitenfus.com.br/arquivos/chapitre5\(1\).pdf](http://www.seitenfus.com.br/arquivos/chapitre5(1).pdf), consulté le 27/04/2013.
- SIORTINO Sabine, *Théories et pratiques de la puissance : l'émergence de la Chine et de l'Inde dans l'après-guerre froide*, Mémoire de DEA d'Analyse Comparative des Aires Politiques, IEP de Paris, 2004.
- SMOUTS Marie-Claude, BATTISTELLA Dario, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, 2006.
- STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, « Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial émergent », dans *Les Cahiers du RMES*, vol. V, n°1, été 2008, pp. 77-129.
- THUNO M, « Reaching out and incorporating Chinese overseas : the trans-territorial scope of the PRC by the end of the 20th century », dans *The China Quaterly*, 2001, p. 911-929.
- VENTURA Enrique, « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula : entre discours et réalité », juin 2010, p. 12 site internet : www.opalc.org/web/images/stories/VenturaDiplomatieSud.pdf, consulté le 22/04/2013.
- WASSOUNI François, « La présence chinoise au Cameroun et son influence sur les pratiques de santé », dans *Revue de Sociologie, d'Anthropologie et de Psychologie*, n° 2, Université Cheik Anta Diop, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 2010, pp. 95-122.
- WATERBURY Myra A., « Bridging the divide : towards a comparative framework for understanding kin state and migrant-sending state diaspora politics », dans BAUBÖCK Rainer and FAIST Thomas, *Diaspora and transnationalism : concepts, theories and methods*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, pp. 131-148.